

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 novembre 2005

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE
du ministre des Affaires étrangères (*)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 november 2005

ALGEMENE BELEIDSNOTA
van de minister van Buitenlandse Zaken (*)

Documents précédents :

Doc 51 **2045/ (2005/2006)** :
001 à 008 : Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement de la Chambre des représentants, le ministre des Affaires étrangères a transmis sa note de politique générale.

Voorgaande documenten :

Doc 51 **2045/ (2005/2006)** :
001 tot 008 : Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de minister van Buitenlandse Zaken zijn beleidsnota overgezonden.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

MOT : moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

INTRODUCTION

Les contours de la politique

La politique étrangère d'un pays vise tout d'abord à renforcer et à construire ses propres intérêts. Une définition précise de ces intérêts est cruciale. Aucun pays, même pas la plus grande puissance mondiale, ne peut réaliser tout en même temps et avec la même concentration. Il s'agit donc de faire les choix appropriés de sorte que les moyens toujours assez restreints soient utilisés de façon optimale.

Très souvent, ces intérêts vont de pair avec ceux de plusieurs autres pays. Ainsi, la Belgique ne se retrouve pas seule face à ses aspirations pour un monde plus pacifique et plus juste, régi par les impératifs de l'Etat de droit, ainsi que pour des institutions européennes plus efficaces et capables de prendre des décisions. À cet égard, il est plus qu'utile d'unir les forces. C'est le sens de l'effort plus marqué que la Belgique développe ces derniers temps pour un meilleur usage du bilatéralisme au service d'une approche multilatérale.

Nous sommes tous bien conscients de l'ampleur et du poids spécifique de notre pays. Mais probablement, nous sous-estimons les possibilités qui nous permettent de peser sur le cours des événements en Europe et en dehors. En effet, les opportunités qui peuvent mettre la Belgique en évidence, sont plus nombreuses que nous ne le croyons. Bruxelles est un centre mondial d'activité diplomatique et politique. Le rayonnement de la présence de la Commission européenne et de l'OTAN dans notre capitale reste trop souvent négligé. Contrairement à ce que son nombre d'habitants ou sa superficie territoriale laisserait croire, la Belgique peut exercer une influence considérable au niveau international.

Nous devons toutefois bien savoir ce que nous faisons et comment nous le faisons. Pour qu'un petit pays comme le nôtre puisse influencer suffisamment la politique internationale, des principes formulés clairement et des points de départ cohérents sont indispensables. Cependant, ces principes doivent être transformés en résultats concrets, car la réalité est la pierre de touche de chaque politique. Une politique sans résultats ne mérite pas le nom de politique. C'est pourquoi un « volontarisme réaliste » doit former le fondement de notre politique étrangère.

Une politique réaliste et volontariste implique que nous nous concentrons conséquemment sur un nombre restreint d'objectifs réalisables mais importants et

INLEIDING

Contouren van het beleid

Het buitenlands beleid van een land richt zich in de eerste plaats op de versterking en de uitbouw van de eigen belangen. Een welomlijnde definitie van die belangen is cruciaal. Geen enkel land, zelfs niet de grootste wereldmacht, kan alles op hetzelfde moment doen en met dezelfde concentratie. Het komt er dus op aan de juiste keuzes te maken waardoor de immer beperkte middelen optimaal ingezet worden.

Heel dikwijls lopen die belangen gelijk met die van vele andere landen. Zo staat België niet alleen in het streven naar een meer vreedzame en rechtvaardige wereld – waar de regels van de rechtsstaat gelden – en naar goed werkende en besluitvaardige Europese instellingen. Daarom is het meer dan nuttig de krachten te bundelen. Dit verklaart de zeer opvallende inspanning die België de laatste tijd levert voor een betere aanwending van het bilateralisme ten dienste van een multilaterale aanpak.

Wij zijn ons goed bewust van de omvang en het soortelijk gewicht van ons land. Maar we onderschatten wellicht onze mogelijkheden om te wegen op de gang van zaken in Europa en daarbuiten. Er zijn inderdaad meer kansen dan we vermoeden om België op de kaart te zetten. Brussel is een wereldcentrum van diplomatieke en politieke activiteit. De uitstraling van de zetel van de Europese Commissie en de NAVO wordt nog te dikwijls over het hoofd gezien. België kan internationaal meer invloed uitoefenen dan het inwoneraantal of de oppervlakte van het grondgebied laten vermoeden.

Maar dan moeten we wel goed weten wat we doen en hoe we het doen. Om als kleiner land voldoende invloed te kunnen uitoefenen op de internationale politiek zijn duidelijk geformuleerde principes en coherente uitgangspunten onontbeerlijk. Deze principes moeten echter in concrete daden omgezet worden. De praktijk is immers de toetssteen van elke politiek. Een beleid zonder concrete resultaten is die naam niet waard. Daarom moet een *realistisch voluntarisme* de hoeksteen vormen van ons buitenlands beleid.

Een realistisch en voluntaristisch beleid impliceert dat we ons consequent richten op een beperkt aantal haalbare maar belangrijke doelstellingen en concrete re-

sur des résultats concrets, en tenant compte des leviers dont nous disposons. Ces leviers sont en effet plus grands dans certains pays et régions que dans d'autres, même si nous devons être conscients que le monde n'est pas limité à un seul continent. De ce fait, la diversification de notre politique est tout aussi nécessaire.

Ce volontarisme réaliste ne peut réussir que si un pays travaille sans cesse à sa crédibilité. Sans continuité, notre politique étrangère perd substantiellement sa puissance et son efficacité. Un pays plus grand peut probablement se permettre plus de liberté d'action, mais pour un pays comme la Belgique, il est crucial de se tenir à des points de départ et des objectifs bien définis.

Une telle approche permet à des pays plus petits d'accomplir des faits importants.

1. L'Union européenne

Cette année-ci a été particulièrement difficile pour l'Union européenne. En dépit de la ratification du nouveau Traité par douze Etats Membres, la nouvelle Constitution a été bloquée en mai, par le résultat négatif des référendums organisés en France et aux Pays-Bas. En juin dernier, le Conseil européen a décidé d'insérer une période de réflexion, qui devrait normalement durer une année, concernant l'évolution future de l'intégration européenne. Quand, au cours de cette même réunion du Conseil européen, les négociations sur le budget européen pluriannuel de 2007-2013 ont échoué, l'unanimité entre les Etats Membres s'est davantage affaiblie.

Néanmoins, cela ne signifie pas que l'Union ne soit plus en état de prendre des décisions importantes : ainsi, au début du mois d'octobre, les négociations d'adhésion avec la Turquie et la Croatie ont été entamées.

Autres efforts pour l'approfondissement de l'Union

La Belgique reste persuadé que la Constitution est, malgré ses imperfections, la meilleure – car la plus réalisable – garantie pour l'approfondissement de l'intégration européenne après le grand élargissement de 2004. L'Union éprouve le besoin urgent de rendre son processus de décision plus efficace, démocratique et transparent. La Constitution européenne constitue un pas important dans cette direction. C'est la raison pour laquelle le gouvernement insiste pour que tous les parlements compétents du pays ratifient la Constitution avant la fin de 2005. En outre, il incitera les autres Etats Membres, qui ne se sont pas encore prononcés à ce sujet, à continuer leur propre processus de ratification.

sultaten, rekening houdend met de hefboomen waarover wij beschikken. Die hefboomen zijn in sommige landen en regio's groter dan in andere, al dienen we goed te beseffen dat de wereld groter is dan één continent. Diversificatie van ons beleid is dus evenzeer noodzakelijk.

Dit realistisch voluntarisme heeft slechts kans op slagen als een land voortdurend werkt aan zijn geloofwaardigheid. Zonder *continuïteit* verliest ons buitenlands beleid substantieel aan slagkracht. Een groter land kan zich wellicht iets meer bewegingsvrijheid veroorloven, maar voor een land als België is het van cruciaal belang vast te houden aan welomschreven uitgangspunten en doelstellingen.

Met zulke aanpak kunnen kleinere landen grootse dingen verwezenlijken.

1. De Europese Unie

Het afgelopen jaar is zeer moeilijk geweest voor de Europese Unie. Ondanks de ratificatie van het nieuwe Verdrag door twaalf Lidstaten, raakte de Europese 'Grondwet' in mei geblokkeerd door het negatieve resultaat van de referenda in Frankrijk en Nederland. De Europese Raad besloot in juni een 'reflectieperiode' in te lassen, die normaliter een jaar zou duren, over de verdere evolutie van de Europese integratie. Toen tijdens diezelfde Europese raad de onderhandelingen over de meerjarenbegroting van de Unie voor de periode 2007-2013 op een mislukking uitliepen, verzwakte de eensgezindheid onder de Lidstaten verder.

Dit betekent evenwel niet dat de Unie niet meer bij machte is om belangrijke beslissingen te nemen: zo werden begin oktober de toetredingsonderhandelingen met Turkije en Kroatië aangevat.

Verdere inzet ter verdieping van de Unie

België blijft de mening toegedaan dat de Europese grondwet, ondanks haar onvolkomenheden, de beste, want meest haalbare waarborg vormt voor de uitdieping van de Europese integratie na de grote uitbreiding van mei 2004. De Unie heeft dringend behoefte aan een meer efficiënte én democratische besluitvorming, als ook aan meer transparantie. De Grondwet betekent een belangrijke stap in die richting. Daarom dringt de regering erop aan dat alle bevoegde parlementen van het land voor het einde van 2005 de grondwet zullen goedkeuren. Ze zal tevens de andere Lidstaten, waar zulks nog niet is gebeurd, aansporen hun eigen ratificatieproces verder te zetten. Hoe groter de uiteindelijke steun

Plus large sera en définitive l'appui à la Constitution, plus on devra tenir compte de son contenu.

Le gouvernement belge espère que la Constitution – ou au moins l'essentiel au niveau du contenu – sera approuvée par tous les Etats Membres dans les deux ans à venir. Si cela n'apparaît pas possible, alors la Belgique essayera de s'unir à d'autres Pays Membres, afin de poursuivre, par le biais d'une coopération renforcée – de préférence dans le cadre du Traité existant et si nécessaire en dehors de celui-ci – la construction européenne au sein de chacun des trois piliers de l'Union. Évidemment, la Belgique souhaite en première instance approfondir l'Union ensemble avec tous les Etats Membres, mais elle ne se résignera pas au délayage du projet européen. À cet effet, la zone euro peut constituer un instrument.

La nécessité d'une Europe capable de prendre des décisions.

Les raisons principales du résultat négatif des référendums en France et aux Pays-Bas sont de plus en plus claires. L'inquiétude du citoyen par rapport à l'emploi, au bien-être et à la protection sociale, sur fond de globalisation, est considérée comme le facteur le plus grand du rejet de la Constitution. Par ailleurs, l'idée que l'Europe constitue une partie du problème plus qu'une solution, est bien vivante.

Pour rétablir la confiance du citoyen en l'Europe, il est nécessaire que, dans les mois à venir, l'Union fasse preuve de sa détermination et qu'elle puisse mener à bonne fin les dossiers importants actuellement ouverts. Si on veut sauvegarder le « texte » de la Constitution, le « contexte » dans lequel l'Union opère, doit en effet être amélioré. Une des questions-clés est sans aucun doute l'approbation des Perspectives Financières pour 2007-2013, où la Belgique continuera à œuvrer pour une solution proche des propositions faites par la Présidence luxembourgeoise.

La Belgique continuera à plaider pour une plus grande convergence interne dans les domaines social, économique et fiscal, et ce avec l'objectif de contribuer à une Europe plus compétitive, s'inscrivant dans une dynamique sociale.

D'autres décisions au niveau européen sont également très importantes. Il s'agit ici de la politique en matière de Recherche et de Développement, l'élaboration d'une politique industrielle adaptée et le renforcement du Marché intérieur.

voor de grondwet, des te meer zal men rekening moeten houden met haar inhoud.

De Belgische regering hoopt dat tijdens de komende twee jaar de grondwet – of althans haar inhoudelijke essentie – alsnog door alle Lidstaten zal worden goedgekeurd. Blijkt dit niet mogelijk te zijn, dan zal België met andere Lidstaten trachten scheep te gaan om via versterkte samenwerking – liefst binnen maar indien nodig ook buiten het huidige Verdrag – de Europese constructie verder uit te bouwen binnen de drie pijlers van de Unie. België wenst uiteraard in eerste instantie met alle Lidstaten samen de Unie te verdiepen, maar zal niet berusten in de eventuele verwatering van het Europese project. De eurozone kan daartoe een instrument zijn.

Nood aan een besluitvaardig Europa

De voornaamste redenen van het negatieve resultaat van de referenda in Frankrijk en Nederland worden alsmaar duidelijker. De ongerustheid van de burger omtrent werk, welvaart en sociale bescherming, tegen de achtergrond van de globalisering, wordt beschouwd als de grootste factor in de afwijzing van de Grondwet. Bovendien leeft het idee dat Europa eerder een onderdeel vormt van het probleem dan wel een oplossing.

Om het vertrouwen van de burger in Europa te herstellen, is het noodzakelijk dat de Unie de komende maanden besluitvaardigheid aan de dag legt en belangrijke hangende dossiers tot een goed einde kan brengen. Willen we de 'tekst' van de grondwet veilig stellen, dan moet de 'context' waarbinnen de Unie opereert daadwerkelijk verbeteren. Eén van die sleuteldossiers is ongetwijfeld de goedkeuring van de Financiële Vooruitzichten voor 2007-2013, waar België zal ijveren voor een oplossing die zeer dicht bij de voorstellen van het voorbije Luxemburgse voorzitterschap ligt.

België zal blijven pleiten voor een grotere interne convergentie op sociaal, economisch en fiscaal vlak. Dit met als doel bij te dragen tot een meer competitief Europa, dat zich inschrijft in een sociale dynamiek.

Andere beslissingen op Europees vlak zijn ook van groot belang. Het betreft hier het beleid inzake Onderzoek en Ontwikkeling, het uitwerken van een aangepast industrieel beleid en de versterking van de Interne Markt.

Un autre thème prioritaire pour la Belgique est la poursuite de l'instauration dans l'Union européenne d'un espace de liberté, de justice et de sécurité. Le programme de La Haye et le plan d'action qui le met en œuvre pour la période 2005-2010, offrent à la Belgique un cadre de travail ambitieux et équilibré pour la réalisation d'un tel espace.

La Belgique a l'intention de continuer à jouer à cet égard un rôle moteur et veillera à ce que l'Union européenne traduise dans les actes les objectifs ambitieux qu'elle s'est assignés et qui consistent en la promotion de la citoyenneté européenne, la protection des droits fondamentaux, l'adoption de règles communes en matière d'asile et d'immigration, la poursuite de la lutte contre la criminalité organisée et la traite des êtres humains, ainsi que l'approfondissement de la coopération de la police judiciaire, via notamment un renforcement du rôle de Europol et Eurojust.

L'Union traverse aujourd'hui une période de doute et de confusion. La Belgique incitera toutes les institutions européennes à montrer qu'elles remplissent de façon adéquate leur rôle tel que prévu dans le Traité et elle défendra la méthode et l'acquis communautaires contre le retour de l'intergouvernementalisme. Sinon, la crise persistera et le danger devient réel que même l'acquis communautaire existant ne sera plus respecté.

L'Elargissement de l'Union

À l'occasion de l'adhésion des dix nouveaux Etats Membres le 1^{er} mai 2004, un certain nombre des anciens Etats Membres, parmi lesquels la Belgique, ont pris des mesures de transition, notamment en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs. D'ici peu, le gouvernement devra se prononcer sur la question de savoir s'il veut prolonger ces mesures au-delà du 1^{er} mai 2006.

En supposant que tous les Etats Membres aient ratifié les traités d'adhésion, la Bulgarie et la Roumanie seront membre le 1^{er} janvier 2007. Néanmoins, sur base de graves défauts persistants par rapport à la conformité avec la législation européenne, notamment sur le plan de la lutte contre la corruption et du fonctionnement de l'Etat de droit, le Conseil pourra décider de différer l'adhésion d'un an. Afin de maintenir la crédibilité du processus d'élargissement, l'Union devra se servir le cas échéant de cette option.

Le fait d'avoir entamé les négociations avec la Croatie, mais surtout avec la Turquie, signifie un nouveau pas pour l'Union. Le gouvernement belge a toujours

Een ander prioritaair thema voor België is de creatie van een ruimte van vrijheid, rechtvaardigheid en veiligheid binnen de Europese Unie. Het programma van Den Haag en het actieplan voor de inwerkingstelling van het programma voor 2005-2010, bieden België een ambitieus en evenwichtig werkingskader voor de totstandkoming van een dergelijke ruimte.

In dat opzicht wil België een stuwende kracht blijven en zal het erop toezien dat de Europese Unie haar ambitieuze doelstellingen in de praktijk omzet, met name de bevordering van het Europees burgerschap, de bescherming van de grondrechten, het aannemen van gemeenschappelijke regels inzake asiel en immigratie, de voortzetting van de strijd tegen de georganiseerde misdaad en de mensenhandel en de uitdieping van de samenwerking van de gerechtelijke politie, meer precies via de versterking van de rol van Europol en Eurojust.

De Unie beleeft vandaag een periode van twijfel en verwarring. België zal alle Europese instellingen aansporen om te tonen dat ze hun in het verdrag voorziene rol ten volle vervullen en zal de communautaire methode en het «acquis communautaire» verdedigen tegen de terugkeer naar het intergouvernementalisme. Zoniet zal de crisis zich bestendigen en is het gevaar reëel dat zelfs het bestaande «acquis communautaire» niet langer meer nageleefd wordt.

De uitbreiding van de Unie

Bij de toetreding van de tien nieuwe Lidstaten op 1 mei 2004 hebben een aantal van de oude Lidstaten, waaronder België, overgangsmaatregelen getroffen, bij voorbeeld met betrekking tot het vrij verkeer van werknemers. De regering zal zich binnenkort moeten uitspreken over de vraag of ze die maatregelen na 1 mei 2006 wil laten doorlopen.

In de veronderstelling dat alle Lidstaten de toetredingsverdragen zullen geratificeerd hebben, worden Bulgarije en Roemenië op 1 januari 2007 lid. Op basis van blijvende ernstige gebreken in de conformiteit met de EU-wetgeving, meer precies op vlak van de strijd tegen de corruptie en van de werking van de rechtsstaat, kan de Raad echter beslissen tot een uitstel van één jaar. Teneinde de geloofwaardigheid van het uitbreidingsproces te handhaven, moet de Unie indien nodig van deze optie gebruik maken.

Het begin van de onderhandelingen met Kroatië en vooral met Turkije betekent een nieuwe stap voor de Unie. De Belgische regering heeft steeds gepleit voor

plaidé l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie. Le mandat de négociation qui vient d'être adopté, stipule que les négociations peuvent à tout moment être suspendues, au cas où de graves problèmes se produiraient dans le domaine des droits de l'homme ou d'autres principes fondamentaux, comme l'Etat de droit, la démocratie et la protection des minorités. En outre, dans le mandat de négociation avec la Turquie il est inscrit explicitement que l'adhésion ne sera possible qu'à condition que l'Union possède la capacité d'absorption nécessaire à cet égard.

La perspective d'adhésion restera une forte motivation pour la stabilisation, la démocratisation et la modernisation des autres pays des Balkans occidentaux. Il existe déjà un accord de stabilisation et d'association avec la Macédoine ; de même, il y a des négociations en cours avec l'Albanie et la Serbie-et-Monténégro. L'année prochaine sera décisive pour le statut futur du Kosovo. Les Nations Unies, l'UE, l'OSCE et l'OTAN devront jouer un rôle important dans ces négociations. Une bonne coordination entre ces institutions sera indispensable.

La politique étrangère Européenne

Pour la politique étrangère belge, l'Union est un levier important qui pourra nous permettre d'influencer le processus décisionnel des pays tiers. En effet, l'Union représente un quart de l'économie mondiale et elle constitue la plus grande puissance commerciale. Par ailleurs, grâce au passé de ses Etats Membres l'Union possède des liens privilégiés avec presque tous des pays du monde entier. Il est donc important de développer les instruments de la politique étrangère européenne et d'en faire usage de façon pertinente.

Ces dernières années, de grands développements se sont produits dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et dans la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD). Même si, malheureusement, ces développements n'ont en grande partie pas été perçus par l'opinion publique.

Après la période très difficile d'avant et durant la guerre en Irak – une guerre qui a partagé l'Union en deux camps – la PESC connaît actuellement une plus grande harmonie. Cette entente est également due à l'extension du rôle du Haut Représentant Solana. Dans des dossiers récents importants comme l'Ukraine, la Biélorussie, l'Iran ou le Soudan, l'Union a pris une position centrale. La future mission de l'UE doit se concentrer sur la construction d'une politique étrangère européenne plus large et plus profonde. Plus large dans le sens que l'Union s'occupera de façon plus intensive des

het opstarten van de onderhandelingsgesprekken met Turkije. Het pas aangenomen onderhandelingsmandaat stelt dat de onderhandelingen op elk moment kunnen opgeschort worden, indien zich ernstige problemen voordoen op het vlak van mensenrechten of andere fundamentele beginselen zoals de rechtstaat, democratie en bescherming van minderheden. Daarenboven is in het onderhandelingsmandaat met Turkije expliciet ingeschreven dat de uiteindelijke toetreding slechts mogelijk is indien de Unie daartoe de nodige absorptiecapaciteit bezit.

Het toetredingsperspectief zal ook een krachtige drijfveer blijven voor de stabilisering, democratisering en modernisering van de andere landen van de Westelijke Balkan. Met Macedonië bestaat reeds een stabilisatie- en associatieakkoord; met Albanië en Servië-Montenegro zijn onderhandelingen hieromtrent aan de gang. Het komende jaar zal beslissend zijn voor het toekomstige statuut van Kosovo. De VN, de EU, de OVSE en de NAVO zullen hierin een belangrijke rol moeten spelen en dus zal een goede coördinatie tussen deze instellingen onmisbaar zijn.

Europees buitenlands beleid

Voor het Belgisch buitenlands beleid is de Unie een belangrijke hefboom die ons in staat kan stellen de besluitvorming van derde landen te beïnvloeden. De Unie vertegenwoordigt immers één vierde van de wereld economie en is de grootse handelsmogendheid. Bovendien bezit de Unie dankzij het verleden van haar Lidstaten geprivilegieerde banden met bijna alle landen ter wereld. Het is dus van belang de instrumenten van het Europees buitenlands beleid te ontwikkelen en oordeelkundig aan te wenden.

De laatste jaren hebben zich grote ontwikkelingen voorgedaan in het Gemeenschappelijk Buitenlands- en Veiligheidsbeleid (GBVB) en het Europees Veiligheids- en Defensie-beleid (EVDB), ook al zijn die spijtig genoeg grotendeels onopgemerkt aan de publieke opinie voorbijgegaan.

Na de zeer moeilijke periode vóór en tijdens de oorlog in Irak, die de Unie in twee kampen verdeelde, heerst er thans een veel grotere eensgezindheid in het GBVB, mede dankzij de uitbreiding van de rol van Hoog Vertegenwoordiger Solana. In recente belangrijke dossiers als Oekraïne, Wit-Rusland, Iran of Soedan heeft de Unie een centrale positie ingenomen. De toekomstige opdracht van de EU dient nu te bestaan uit de uitbouw van een breder en diepgaander Europees buitenlands beleid. Breder in die zin dat de Unie zich intensiever gaat bezighouden met regionale conflicten die misschien niet

conflits régionaux qui n'atteindront peut-être pas toujours les premières pages des journaux ou qui ne sont pas connus auprès du grand public, mais pour lesquels il est primordial de formuler des solutions. Cette politique devra être davantage approfondie, premièrement en orientant mieux les moyens existants du premier pilier sur les objectifs de la politique étrangère et, deuxièmement, en prévoyant davantage de fonds pour la PESD dans des Perspectives Financières pour 2007-2013.

De même, beaucoup de progrès ont récemment été réalisés au niveau de la Politique de Sécurité et de Défense européenne (PESD). Ces dernières années, l'Union a engagé du personnel militaire et civil dans les Balkans, en Géorgie, Macédoine, au Soudan, Congo et en Aceh. À présent, il est nécessaire de consolider les développements récents, qui ont rapidement pris un caractère structurel sous la forme de l'Agence européenne de Défense, du Centre européen commun pour la planification et la direction des opérations et des « Battle Groups », et ce afin d'assurer la capacité PESD de l'Union.

L'économie mondiale connaît une forte croissance ces dernières années, ce qui a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Cette tendance pourra être poursuivie si le cycle de Doha pour la libéralisation du commerce mondial aboutit à un succès. À cet égard, la Conférence ministérielle de Hongkong en décembre 2005 sera absolument décisive.

La Belgique est partisane d'un système multilatéral qui constitue, pour le commerce mondial, un cadre de règles obligatoires et qui tient compte du niveau de développement de chaque membre.

Au sein de l'UE, la Belgique plaidera pour un accord qui fasse preuve d'un juste équilibre entre les engagements en matière de libéralisation de l'agriculture, de l'industrie et des services, et qui discrimine positivement les pays les moins développés durant une période de transition. De même, d'autres pays développés doivent répondre à l'accord européen « Tout sauf les armes » en présentant une proposition analogue en faveur des pays les moins développés.

La problématique du commerce mondial reste un point d'attention important. La concertation au sein de l'OMC fait intégralement partie de la politique étrangère et est étroitement liée à la problématique de la globalisation. Le commerce, le développement, le respect des normes sociales et environnementales sont étroitement liés les uns aux autres.

altijd meteen de krantenkoppen halen of bekend zijn bij het grote publiek, maar waarvoor het formuleren van oplossingen primordiaal is. Meer diepgang wordt verzekerd, ten eerste door de bestaande middelen van de eerste pijler beter af te stemmen op buitenlandse beleidsdoelstellingen en ten tweede door meer fondsen te voorzien voor het GBVB in de Financiële Vooruitzichten voor 2007-2013.

Ook in het Europees Veiligheids- en Defensiebeleid (EVDB) werden recentelijk grote stappen vooruit gezet. De Unie heeft de laatste jaren militairen en burgerpersoneel ingezet in de Balkan, Georgië, Macedonië, Soedan, Congo en in Atjeh. Nu moeten de recente ontwikkelingen die snel een structureel karakter aangenomen hebben, onder de vorm van het Europees Defensie-Agentschap, het gemeenschappelijk Europees Centrum voor het plannen en leiden van operaties, en de « Battle Groups », geconsolideerd worden, en dit teneinde de EVDB-capaciteit van de Unie te verzekeren.

De wereldeconomie kent de laatste jaren een enorme groei, waardoor miljoenen mensen de armoede achter zich hebben kunnen laten. Deze tendens kan bestendigd worden, indien de Doha-ronde voor de verdere vrijmaking van de wereldhandel met succes kan afgerond worden. De Ministeriële Conferentie van Hongkong in december 2005 zal hierbij van doorslaggevende aard zijn.

België is voorstander van een multilateraal systeem dat de wereldhandel met afdwingbare regels omkadert en dat rekening houdt met de ontwikkelingsgraad van elk lid.

In EU verband zal België pleiten voor een akkoord dat een billijk evenwicht vertoont tussen de verbintenissen inzake de liberalisering van landbouw, industrie en diensten, waarbij de minst ontwikkelde landen positief gediscrimineerd worden tijdens een overgangperiode. Tevens dient het Europese 'Everything But Arms' akkoord door andere ontwikkelde landen te worden beantwoord met een analoog voorstel voor de minst ontwikkelde landen.

De problematiek van de wereldhandel blijft een belangrijk aandachtspunt. Het overleg binnen de WTO maakt integraal deel uit van het buitenlands beleid en is nauw verbonden met de globaliseringproblematiek. Handel, ontwikkeling, eerbied voor sociale en milieunormen zijn met elkaar verstrengeld.

2. Afrique sub-saharienne

En général

Conformément à la déclaration gouvernementale du 14 juillet 2003, l'Afrique et l'Afrique Centrale en particulier continuent à constituer une priorité de notre politique étrangère. Dans cette partie du monde, notre expertise peut faire une différence importante.

Cependant, la Belgique souscrit au principe de l'appropriation par l'Afrique de son destin, que nous devons appuyer en aidant le continent à se doter des capacités que cette responsabilité requiert. Les pays africains sont tenus à s'engager et, ensuite, à respecter leurs engagements, notamment en ce qui concerne la bonne gouvernance.

Notre action sur place est guidée par la nécessité de contribuer à la paix, la reconstruction de la société et au rétablissement des structures de l'Etat. Sans paix, stabilité et bonne gouvernance, aucun développement durable n'est envisageable. Notre approche rejoint l'analyse de l'Union africaine, du NEPAD (New Partnership for Africa's Development) et la Déclaration du Millénaire adoptée tout récemment au Sommet des Nations Unies.

Notre politique en Afrique est multidimensionnelle. Sur le plan intérieur, elle est formée par les contributions des départements des Affaires étrangères, la Coopération au développement et la Défense. Sur le plan extérieur, elle est menée en étroite concertation avec nos partenaires internationaux, à savoir l'Union européenne et les Nations Unies, concernant les opérations de maintien de la paix, l'embargo et la lutte contre le trafic d'armes, l'exploitation illégale des ressources naturelles, la mise en œuvre des engagements de la Déclaration du Millénaire.

Perspective régionale

La Belgique est partisane d'une plus grande implication de l'Union africaine dans la recherche de solutions pour les problèmes du continent. C'est la raison pour laquelle le renforcement des capacités de fonctionnement de l'Union africaine doit constituer une priorité. C'est dans cet esprit que nous continuons à soutenir la Facilité de Soutien à la Paix en Afrique de l'Union européenne. Nous encourageons d'autres pays africains comme l'Afrique du Sud et l'Angola à s'impliquer davantage de manière constructive dans le rétablissement de la paix en Afrique.

Notre pays soutient aussi l'action du NEPAD et nous participons au Forum de partenariat pour l'Afrique.

2. Centraal-Afrika

Algemeen

Conform de regeringsverklaring van 14 juli 2003 blijven Afrika en Centraal-Afrika in het bijzonder een prioriteit in ons buitenlands beleid. In dit deel van de wereld kan onze expertise een belangrijk verschil maken.

België vertrekt van het principe dat Afrika zijn lot in eigen handen moet nemen. Wij moeten onze steun verlenen door het continent te helpen bij de verwerving van de capaciteiten die deze verantwoordelijkheid vereist. De Afrikaanse landen moeten zich engageren en die engagementen ook nakomen, met name met betrekking tot behoorlijk bestuur.

Onze acties ter plaatse zijn geënt op ons engagement voor vrede, wederopbouw van de samenleving en herstel van staatsstructuren. Zonder vrede, stabiliteit en behoorlijk bestuur, is geen enkele vorm van duurzame ontwikkeling denkbaar. Onze aanpak stemt overeen met de analyse van de Afrikaanse Unie, NEPAD (New Partnership for Africa's Development) en de Millenniumverklaring van de recente VN-Top.

Ons beleid in Afrika is multidimensioneel. Intern krijgt dit beleid vorm door de inbreng van de Departementen van Buitenlandse Zaken, Ontwikkelingssamenwerking en Defensie. Op extern vlak voeren we nauw overleg met onze internationale partners, met name de Europese Unie en de Verenigde Naties, aangaande vredesoperaties, embargo's en de strijd tegen de wapenhandel, de illegale exploitatie van grondstoffen en de inwerkingstelling van de verbintenissen van de Millenniumverklaring.

Regionale invalshoek

België is voorstander van een grotere betrokkenheid van de Afrikaanse Unie bij het zoeken naar oplossingen voor de problemen waarmee het continent te kampen heeft. Daarom moet de versterking van de capaciteiten van de Afrikaanse Unie een prioriteit vormen. Vanuit die optiek blijven we de EU-Vredesondersteuningsfaciliteit in Afrika steunen en Afrikaanse landen – zoals Zuid-Afrika en Angola – aanmoedigen tot een grotere constructieve deelname aan het herstel van de vrede in Afrika.

Voorts steunt ons land de actie van NEPAD en we nemen deel aan het Partnerschapsforum voor Afrika.

La dimension régionale de notre engagement se manifeste en premier lieu dans la Région des Grands Lacs. Afin d'avoir un impacte maximal, notre pays continuera à s'engager activement au niveau bilatéral ainsi qu'au niveau européen et onusien.

Ensuite, nous oeuvrons pour la normalisation des relations bilatérales et pour le retour à la stabilité régionale. C'est aussi ce qui anime nos efforts pour la réactivation de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs. Par le biais de l'économie, cette Communauté peut relancer les relations vitales de confiance et de coopération entre les trois concernés.

Une approche régionale s'impose également pour résoudre le problème des groupes armés étrangers présents dans l'Est du Congo. Tous les pays impliqués doivent y participer. Dans ce but aussi, nous avons plaidé pour, et obtenu, le renforcement du mandat et des moyens d'action de la MONUC.

De plus, la Conférence internationale des Grands Lacs reçoit notre soutien actif, qui se traduit par une contribution financière et la participation à cette Conférence. Nous espérons, en effet, que cette conférence pourra donner naissance à un système qui mettra fin à l'agression et aux conflits en Afrique centrale.

République Démocratique du Congo (RDC)

Particulièrement après la signature de l'Accord de Paix de Pretoria en 2002, la RDC vit une évolution essentiellement positive. Néanmoins, il reste beaucoup à réaliser et la rechute est toujours possible à tout moment. Nous sommes très satisfaits que la Constitution ait été adoptée par le Parlement. Le référendum à propos de cette Constitution doit avoir lieu avant fin 2005. L'enregistrement des électeurs se passe bien, même si l'organisation d'au moins trois tours d'élections reste très difficile dans un pays où l'infrastructure est défectueuse ou inexistante.

Afin de pouvoir mener à bien ce processus de transition, il devra être guidé par la communauté internationale et par le Comité National d'Accompagnement de la Transition» (CIAT). Dans ce processus, la Belgique continuera à jouer un rôle actif et elle veillera à ce que suffisamment d'attention soit apportée à la période qui suivra la Transition.

De même, une assistance poussée et une pression renforcée de la part de la communauté internationale sont également essentielles pour pouvoir réaliser la for-

De regionale dimensie van ons engagement toont zich in de eerste plaats in de Regio van de Grote Meren. Om maximale impact te hebben, zal ons land zich hiervoor blijven inzetten op bilateraal vlak evenals in Europees en VN-verband.

Verder ijveren we voor de normalisatie van de bilaterale relaties en voor algemene regionale stabiliteit. Daarom spannen we ons in voor de reactivering van de Economische Gemeenschap van de Landen van de Grote Meren. Vanuit een economische invalshoek kan deze Gemeenschap de vitale vertrouwensrelaties en samenwerking tussen de drie betrokken landen weer op gang brengen.

Een regionale aanpak dringt zich ook op om het probleem van de gewapende buitenlandse groepen in Oost-Congo op te lossen. Alle betrokken landen moeten hieraan deelnemen. Met dit doel voor ogen hebben we ervoor gepleit en bekomen dat het mandaat en de actiemiddelen van de MONUC zouden versterkt worden.

Voorts krijgt de Internationale Conferentie van de Grote Meren onze actieve steun, onder vorm van financiering van en deelname aan deze Conferentie. We hopen immers dat deze Conferentie een systeem in het leven kan roepen dat een einde stelt aan het geweld en de conflicten in Centraal-Afrika.

Democratische Republiek Congo (DRC)

De DRC kent – vooral sinds de ondertekening van het Vredesakkoord van Pretoria in 2002 – een overwegend positieve evolutie, maar waarbij bijzonder veel te realiseren blijft en terugval op elk ogenblik mogelijk is en om de hoek loert. We zijn zeer tevreden dat de Grondwet is aanvaard door het Parlement. Het referendum over die Grondwet moet plaatsgrijpen vóór eind 2005. De registratie van kiezers verloopt goed, al blijft de organisatie van minstens 3 verkiezingsrondes in een land met gebrekkige of onbestaande infrastructuur zeer moeilijk.

Teneinde dit transitieproces succesvol af te ronden is de nauwgezette begeleiding door de internationale gemeenschap en het «Comité International d'Accompagnement de la Transition» (CIAT) van cruciaal belang. België zal hierin een actieve rol blijven spelen en zal er ook op toezien dat voldoende aandacht besteed wordt aan de periode na de transitie.

Aangehouden bijstand en druk van de Internationale Gemeenschap zijn evenzeer essentieel om de moeilijke vorming van een geïntegreerd Congolees leger

mation difficile d'une armée congolaise intégrée et des services de police nationaux. Une attention particulière est nécessaire pour la démobilisation et réintégration des milices armées (financées au niveau multilatéral par le « Country Demobilization and Reintegration Program »).

Dans ce domaine, la Belgique contribue aux efforts coordonnés au niveau européen. En outre, la Belgique approuve une participation réelle de la Cour Pénale Internationale (CPI) dans la lutte contre l'impunité et au rétablissement de la justice.

Dans notre recherche active pour trouver une assistance internationale à la RDC, la Belgique a conclu un partenariat avec l'Afrique du Sud. Un accord trilatéral avec l'Afrique du Sud et la RDC a été signé. Avec l'Angola aussi, une coordination a lieu.

Sur l'initiative de notre pays, une cellule EUSEC a récemment été établie à Kinshasa. La cellule EUSEC s'occupera de la coordination des efforts européens dans le secteur de la sécurité. Un premier projet vise à garantir le paiement des soldes des troupes congolaises, ce qui est indispensable si on veut assurer la loyauté et la discipline.

Le développement durable et la croissance socio-économique sont toutefois impossible sans la bonne gouvernance. Suite aux recommandations des Nations Unies, nous insistons donc sur l'établissement d'un « mécanisme international pour la promotion de la bonne gouvernance en RDC » et ce malgré la méfiance et la réticence des Congolais.

Burundi

Cette année, les élections et la transition au Burundi ont connu une issue heureuse. A présent, la mission du gouvernement burundais consiste à montrer à sa population ses dividendes de paix, entre autres en parvenant à un compromis avec le FNL (Forces nationales de libération), le dernier groupe de forces armées.

A cet effet, ce pays aussi doit pouvoir compter sur l'appui continu de la communauté internationale. La Belgique est partisane de l'établissement d'un mécanisme international d'accompagnement autour de l'ONUB (Opération des Nations Unies au Burundi) et des autres pays de « l'Initiative régionale ». En tant que donateur principal du Burundi, la Belgique est disposée à participer à cette initiative.

en nationale politiediensten te bewerkstelligen. Bijzondere aandacht is vereist voor de demobilisatie en reïntegratie van de gewapende milities (dat multilateraal gefinancierd wordt door het Multi-Country Demobilization and Reintegration Program).

Op dit domein draagt België bij aan de inspanningen die op Europees niveau gecoördineerd worden. Verder ijvert België voor een daadwerkelijke deelname van het Internationaal Strafhof (ISH) in de strijd tegen de straffeloosheid en in het herstel van de justitie.

Op onze actieve zoektocht naar internationale bijstand voor de DRC, heeft België Zuid-Afrika aan boord gehaald als partner. Met Zuid-Afrika en de DRC werd een trilateraal akkoord getekend en ook met Angola vindt coördinatie plaats.

Op initiatief van ons land werd recentelijk in Kinshasa de EUSEC-cel opgestart. De EUSEC-cel zal instaan voor de coördinatie van EU-inspanningen in de veiligheidssector. Een eerste project richt zich op het garanderen van de betaling van de soldijen van de Congolese manschappen. Dit is noodzakelijk om zowel loyaliteit als tucht te verzekeren.

Duurzame ontwikkeling en socio-economische groei kunnen echter niet zonder goed staatsbestuur. Op aanbeveling van de VN dringen we dus aan op de oprichting van een « internationaal mechanisme dat goed bestuur in de DRC moet bevorderen » en dit ondanks Congolees argwaan en terughoudendheid.

Burundi

De verkiezingen en de transitie in Burundi kenden dit jaar een succesvolle afloop. De opdracht voor de Burundese regering bestaat er nu in om zijn bevolking snel vredesdividenden te tonen, o.m. door tot een vergelijk te komen met het FNL (Forces nationales de libération), de laatste groep gewapende strijdkrachten.

Daarom moet ook dit land kunnen rekenen op een blijvende steun van de internationale gemeenschap. België is voorstander van de oprichting van een internationaal begeleidingsmechanisme rond de ONUB (Operatie van de Verenigde Naties in Burundi) en de landen van het « Regional Initiative » en is bereid om hier – als voornaamste donor van Burundi – aan deel te nemen.

Rwanda

Dans la foulée du référendum constitutionnel et des élections présidentielles et législatives de 2003, notre pays continue à soutenir le Rwanda dans son processus de démocratisation. Onze ans après le génocide, des avancées ont été réalisées dans la stabilisation et dans la réconciliation. Néanmoins, il est crucial que le Rwanda élargisse sa base démocratique et rende la population plus inclusive.

Notre pays reste très attentif à la justice et à la réconciliation au Rwanda. La libération de plusieurs dizaines de milliers de prisonniers constitue, à cet égard, un pas dans la bonne direction pour renforcer le climat de réconciliation, alors que le respect des garanties, dont doivent bénéficier les accusés, tout comme l'impact de ce processus de justice sur la population retiennent notre attention.

Au niveau régional, nous attendons du Rwanda qu'il ne perturbe pas la transition en RDC et qu'il s'abstienne de toute ingérence chez son voisin. En concertation avec les autorités rwandaises, nous nous efforçons de favoriser le retour des groupes armés FDLR du Congo vers le Rwanda.

Autres pays d'Afrique

La Belgique reconnaît le rôle principal joué par l'Afrique du Sud en Afrique et en particulier dans les processus de paix en Afrique Centrale. De ce fait, nous souhaitons renforcer nos relations avec ce pays.

Avec le Bénin, la Belgique a construit un partenariat exemplaire pour des missions de maintien de la paix dans les tiers pays (Côte d'Ivoire et dans l'avenir en RDC).

La crise humanitaire en Darfour continue à assombrir l'accord de paix signé en janvier entre le Nord et le Sud-Soudan. La Belgique participe aux missions pour le maintien de la paix en Darfour et au Sud-Soudan.

3. Les relations avec les Etats-Unis

Les Etats-Unis forment incontestablement une puissance mondiale et un partenaire incontournable. Le renforcement et l'approfondissement de nos relations transatlantiques constituent une priorité importante de la politique du gouvernement. Je suis heureux que nous ayons pu tourner la page de relations plutôt tendues avec notre partenaire outre-Atlantique. À présent, une nouvelle phase a clairement été entamée. Depuis son

Rwanda

Aansluitend op het grondwettelijk referendum en de parlementaire en presidentsverkiezingen van 2003, blijft ons land Rwanda steunen in zijn democratiseringsproces. Elf jaar na de genocide werd op het vlak van stabiliteit en verzoening vooruitgang geboekt. Dit neemt niet weg dat Rwanda zijn democratische basis moet uitbreiden en de bevolking nauwer bij het bestuur moet betrekken.

Ons land blijft veel aandacht besteden aan de rechtspraak en de verzoening in Rwanda. De vrijlating van vele tienduizenden gevangenen is een stap in de goede richting om een klimaat van verzoening te versterken. Anderzijds blijven we aandacht besteden aan de naleving van de rechten waarvan beschuldigten moeten kunnen genieten, alsook aan de impact van de processen op de bevolking.

Op regionaal niveau verwachten we van Rwanda dat het de Transitie in de DRC niet verstoort en dat het zich niet mengt in de Congolese aangelegenheden. In overleg met de Rwandese autoriteiten, trachten we de terugkeer van de gewapende FDLR-groepen vanuit Congo naar Rwanda te bespoedigen.

Andere Afrikaanse landen

België erkent de vooraanstaande rol die Zuid-Afrika speelt op het Afrikaanse continent en meer in het bijzonder in de vredesprocessen in Centraal Afrika. We wensen onze betrekkingen met dit land te versterken.

Met Benin heeft België een voorbeeldig partnerschap opgebouwd voor vredesmissies in derde landen (Ivoorkust en in de toekomst in de DRC).

De humanitaire crisis in Darfur blijft een schaduw werpen op het vredesakkoord dat in januari getekend werd tussen Noord- en Zuid-Soedan. België neemt deel aan de vredesmissies in Darfur en in Zuid-Soedan.

3. Relaties met de Verenigde Staten

De Verenigde Staten zijn als wereldmacht een partner waar men niet om heen kan. De versterking en uitdieping van onze transatlantische relaties vormen een belangrijke prioriteit van het beleid van de regering. Ik ben verheugd dat we in staat zijn gebleken de bladzijde van eerder gespannen relaties met onze transatlantische partner te kunnen omdraaien. Er is duidelijk een nieuwe fase ingetreden. Sinds haar aantreden begin dit jaar,

entrée en fonction au début de cette année, j'ai rencontré Condoleezza Rice déjà quatre fois. Ces rencontres sont importantes pour nos relations bilatérales et forment un atout pour notre coopération dans des dossiers tels que l'Afrique Centrale et la Présidence de l'OSCE.

Dans ce contexte, nous pouvons également rappeler la fructueuse visite du Président George Bush à Bruxelles, qui a donné un nouvel impulse au dialogue transatlantique. Les Etats-Unis ont fait remarquer qu'une Europe plus unie et donc plus forte leur est utile. Dans le cadre d'un dialogue fondé sur le respect mutuel, les Etats-Unis et l'Union européenne ont intérêt à harmoniser leurs efforts, afin de pouvoir réaliser leur objectif commun de paix, stabilité, prospérité et justice dans le monde.

Davantage de contacts informels pourront renforcer la coopération et l'entente. Les Américains ont d'ailleurs accueilli favorablement la proposition belge d'un Gymnich transatlantique, basé sur le modèle du Gymnich européen. En effet, les Etats-Unis eux-mêmes ont pris l'initiative d'organiser une telle première rencontre informelle, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette rencontre s'étant couronnée de succès, elle sera répétée à Bruxelles, sous patronage belge.

4. Relations bilatérales avec d'autres pays.

En tant que pays relativement petit, la Belgique dépend en une large mesure de sa politique étrangère. La Belgique est en effet un pays exportateur. Imaginez-vous que 70% de notre PIB est généré de façon directe ou indirecte par les relations avec l'extérieur. L'attention portée sur nos relations bilatérales avec nos voisins proches et avec l'étranger plus éloigné constitue donc une priorité. Par ailleurs, la coopération transfrontalière est une condition pour pouvoir résoudre des problèmes qui dépassent le contexte et les intérêts nationaux. Songez aux questions concernant la circulation, la sécurité ou l'environnement.

Nos voisins et la collaboration transfrontalière.

Conformément aux arrêts de la Cour d'arbitrage en date des 24 mai et 20 septembre 2005, le gouvernement belge continuera à s'occuper du dossier du Rhin de Fer. Dans le cadre du Programme TEN (Trans-European Networks), la Belgique oeuvrera pour un accord de cofinancement avec les Pays-Bas et l'Allemagne. En ce qui concerne la ligne TGV vers Cologne, le

heb ik Condoleezza Rice reeds 4 keer ontmoet. Dat is niet alleen belangrijk voor onze bilaterale relaties, maar ook voor onze samenwerking in dossiers zoals Centraal-Afrika en het OVSE-voorzitterschap.

In dit kader kan tevens herinnerd worden aan het succesvolle bezoek van President George Bush aan Brussel. Dit heeft een nieuwe impuls gegeven aan de transatlantische dialoog. De VS gaven te kennen gebaat te zijn bij een verenigd en dus sterker Europa. De Verenigde Staten en de Europese Unie hebben er belang bij hun inspanningen op elkaar af te stemmen, in het kader van een dialoog gebaseerd op wederzijds respect. Zo kunnen de gemeenschappelijke doelstelling van vrede, stabiliteit, welvaart en gerechtigheid in de wereld verwezenlijkt worden.

Meer informele contacten kunnen de samenwerking en verstandhouding versterken. De Amerikanen hebben het Belgische voorstel van een Transatlantische Gymnich, naar het model van de Europese Gymnich, zeer gunstig onthaald. De VS hebben immers zelf het initiatief genomen voor een eerste dergelijke informele bijeenkomst, in de marge van de VN-Algemene Vergadering. Deze is succesvol verlopen en krijgt een opvolging te Brussel, onder Belgische patronage.

4. Bilaterale betrekkingen met andere landen

Als relatief klein land, hangt België in grote mate af van zijn buitenlands beleid. België is immers een exportland. Maar liefst 70% van ons BNP wordt rechtstreeks of onrechtstreeks gegenereerd door relaties met dat buitenland. De zorg voor onze bilaterale betrekkingen met onze burens en met het verdere buitenland is daarom een prioriteit. Grensoverschrijdende samenwerking is overigens een voorwaarde om problemen op te lossen die de nationale context en belangen overstijgen. Denk maar aan de vraagstukken i.v.m. verkeer, veiligheid of milieu.

Onze burens en de grensoverschrijdende samenwerking

De Belgische regering zal, conform de Arbitrage-uitspraken van 24 mei en 20 september jongstleden, het dossier van de IJzeren Rijn verder ter harte nemen. In het kader van het Europees TEN-programma (Trans-European Networks), zal België tevens streven naar een cofinancieringsakkoord met Nederland en Duitsland. Wat de HSL-lijn naar Keulen betreft, blijft de Belgische rege-

gouvernement belge continue à porter une attention particulière sur les efforts allemands en matière du tracé sur leur territoire.

Pour ce qui est du dossier traitant l'approfondissement de l'Escaut occidental, le gouvernement continuera à soutenir de façon intense les efforts flamands et ce dans le cadre de ses compétences fédérales.

Le gouvernement belge fera également tout pour faire avancer la modernisation de l'axe de Bruxelles-Luxembourg et ce en étroite collaboration avec le Grand-duché de Luxembourg. En parallèle, il s'engage de continuer à étudier le projet EuroCap Rail en collaboration avec les chemins de fer luxembourgeois (faisabilité technique et financière).

La Russie

La Russie est un partenaire stratégique important de l'UE et de notre pays. Le gouvernement reste partisan convaincu du processus de rapprochement entre la Russie d'une part et l'OTAN et l'UE d'autre part. En effet, la Russie doit remplir un rôle positif dans les domaines de la stabilité et de la sécurité, plus spécifiquement dans le dossier de non-prolifération. Cependant, cela ne signifia pas que la Belgique fermera les yeux devant développements en Russie.

Au niveau bilatéral, le nouveau plan d'action (2005-2007), signé durant la visite du Président Putin à Bruxelles en septembre dernier, forme le cadre d'une coopération politique, économique et culturelle renforcée et continue. Le gouvernement attache aussi de l'importance à l'activation de la Commission mixte avec la Russie. À ce propos, une réunion aura lieu au début de l'année prochaine.

Les Balkans

L'Europe ne peut pas se permettre un échec dans les Balkans. La crédibilité politique et militaire européenne est en jeu. En outre, l'Europe a intérêt à ce que la situation dans les Balkans soit stable et à ce que l'anarchie et la criminalité y soient réduites.

Dans cette optique, l'intégration européenne constitue un atout important.

La Belgique continue à insister pour que les initiatives diplomatiques, militaires et celles de la police, prises par la communauté internationale et l'Union européenne, soient augmentées dans cette région. Nous offrirons notre appui à cet engagement par le biais d'actions bilatérales, en utilisant les moyens inscrits sur la ligne budgétaire de la « Diplomatie Préventive ».

ring bijzondere aandacht besteden aan Duitse inspanningen inzake het tracé op hun grondgebied.

Voor het dossier van de verdieping van de Westerschelde zal de regering binnen het kader van haar federale bevoegdheden de Vlaamse inspanningen ter zake maximaal blijven ondersteunen.

De Belgische regering zal ook alles in het werk stellen om de modernisering van de as Brussel-Luxemburg vooruit te doen gaan en dit in nauwe samenwerking met het Groothertogdom Luxemburg. Tegelijkertijd verbindt ze zich ertoe om in samenwerking met de Luxemburgse spoorwegen het EuroCap Rail project verder te bestuderen (technische en financiële haalbaarheid).

Rusland

Rusland is een belangrijke strategische partner van de EU en van ons land. De regering blijft sterk voorstander van het toenaderingsproces tussen Rusland enerzijds en de NAVO en de EU anderzijds. Rusland heeft immers een positieve rol te vervullen op het vlak van stabiliteit en veiligheid, meer bepaald in het non-proliferatiedossier. Dit betekent echter niet dat België zijn ogen zal sluiten voor ontwikkelingen in Rusland.

Op bilateraal vlak vormt het nieuwe actieplan (2005-2007), dat ondertekend werd tijdens het bezoek van President Poetin aan Brussel in september jl., het kader voor verdere versterkte politieke, economische en culturele samenwerking. De regering vond het belangrijk de Gemengde Commissie met Rusland te activeren. Een bijeenkomst vindt begin volgend jaar plaats.

Balkan

Europa kan zich geen mislukking in de Balkan veroorloven. De Europese politieke en militaire geloofwaardigheid staat op het spel. Bovendien heeft Europa baat bij een stabiele situatie in de Balkan waar wetteloosheid en criminaliteit teruggedrongen worden.

De Europese integratie vormt daarbij een belangrijke troef.

België blijft aandringen op het opdrijven van de diplomatieke, militaire en politieke initiatieven van de internationale gemeenschap en de Europese Unie in de regio. Wij zullen dit engagement ondersteunen via bilaterale acties, en hiervoor de middelen aanwenden van de budgetlijn «Preventieve Diplomatie».

Ainsi, la Belgique soutient la présence renforcée de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine, notamment par le biais du déploiement de troupes. L'année 2006 sera une année-clé pour le statut final du Kosovo. Notre pays croit que l'UE et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) devront jouer un rôle important dans les négociations et la mise en œuvre finale de ce statut.

L'Asie

L'Asie est le continent le plus peuplé avec la plus grande croissance au monde. De plus en plus, la Chine joue un rôle de premier plan au niveau mondial. De même, l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam connaissent un succès grandissant. On attend que cette tendance se poursuive. Le développement qui a eu lieu, à l'époque, au Japon, et plus tard en Corée et au Taiwan, s'accomplit maintenant dans le reste de l'Asie. Ces développements ont changé l'équilibre dans cette région et nous constatons que c'est surtout la position renforcée de la Chine qui a causé des rivalités croissantes dans la région. Ainsi, la candidature du Japon pour un siège permanent au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU conduit à des discussions.

Cependant, la Belgique ne peut aucunement rester absente sur le continent asiatique. Le gouvernement est de l'avis que nous devons nouer davantage de liens économiques avec l'Asie sous forme d'accords commerciaux et que nous devons également resserrer les liens culturels, politiques et sociaux.

À cet effet, plusieurs visites sont prévues à différents pays dans la région. Les lignes directrices spécifiques de cette politique seront fixées dans une note exhaustive sur l'Asie.

L'UE doit relever un défi important en ce qui concerne la levée de l'embargo des armes à l'égard de la Chine. Notre pays reste assez prudent dans le dossier. Bien que le gouvernement soit en principe pas opposé à une levée, il croit également qu'il est nécessaire de recevoir des signaux positifs de la part de la Chine en matière des droits de l'homme. Ces développements ont changé l'équilibre dans la région et nous constatons que c'est surtout la position renforcée de la Chine qui crée des rivalités croissantes dans la région.

Le Japon reste un partenaire important. Eu égard aux multiples investissements japonais dans notre pays, notre relation porte avant tout un caractère économique, alors que cette coopération devra être étendue vers le domaine politique, comme par exemple pour le dossier de l'Afrique Centrale. En outre, le gouvernement

Zo ondersteunt België, o.a. met manschappen, de versterkte aanwezigheid van de Europese Unie in Bosnië-Herzegovina. 2006 wordt een sleuteljaar voor het finale statuut van Kosovo. Ons land meent dat de EU en de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE) een belangrijke rol te spelen heeft in de onderhandelingen en de uiteindelijke tenuitvoerlegging van dit statuut.

Azië

Azië is het meest bevolkte en snelst groeiende continent ter wereld. China neemt een steeds prominentere rol in op wereldvlak, maar ook India, Maleisië, Thailand en Vietnam zijn in opmars. Verwacht wordt dat die trend zich doorzet. Wat destijds gebeurde in Japan, en later in Korea en Taiwan, voltrekt zich nu in de rest van Azië.

Deze ontwikkelingen hebben het evenwicht in de regio verlegd en we stellen vast dat vooral de versterkte positie van China toenemende rivaliteiten in de regio tot gevolg heeft. Zo leidt de kandidaatstelling van Japan voor een permanente zetel in de VN-Veiligheidsraad tot discussie.

België kan en mag echter niet afwezig blijven op het Aziatische continent. De regering is van oordeel dat we niet alleen meer economische banden moeten aanknopen onder de vorm van handelsovereenkomsten, maar ook de culturele, politieke en sociale banden met Azië moeten aanhalen.

Daarom zijn een aantal bezoeken gepland aan verschillende landen in de regio. De specifieke krachtlijnen voor dit beleid zullen vastgelegd worden in een grondig uitgewerkte Azië-nota.

Voor de EU stelt zich een belangrijke uitdaging voor wat de opheffing van het wapenembargo t.a.v. China betreft. Ons land is op dit vlak eerder voorzichtig. Hoewel de regering in principe niet gekant is tegen een opheffing, is ze tevens van oordeel dat positieve signalen vanwege China inzake de mensenrechten noodzakelijk zijn. Deze ontwikkelingen hebben het evenwicht in de regio verlegd en we stellen vast dat vooral de versterkte positie van China toenemende rivaliteiten in de regio tot gevolg heeft.

Japan blijft een belangrijke partner. Gezien de talrijke Japanse investeringen in ons land is deze relatie er vooral één van economische aard, maar onze samenwerking dient uitgebreid te worden op politiek vlak, zoals bijvoorbeeld voor het dossier Centraal-Afrika. Voorts heeft de regering zich voorgenomen om van de

s'est proposé de faire de la construction d'une nouvelle ambassade à Tokyo une affaire d'honneur.

Nous souhaitons également intensifier et multiplier nos relations avec le sous-continent indien et avec les pays de l'Asie du Sud-Est.

La reconstruction de l'Afghanistan constitue un test important. Bien que les dernières élections législatives se soient bien déroulées, la situation dans ce pays reste instable.

Dans le contexte international, la Belgique a assumé sa responsabilité de la reconstruction de l'Afghanistan et elle continuera à le faire dans l'avenir. La contribution financière belge et le déploiement d'un contingent militaire sous le drapeau de la FIAS (« Force internationale d'assistance à la sécurité ») font preuve de notre engagement. Ce contingent participe activement au « Provincial Reconstruction Team » de Kunduz, contribue à la sécurité de l'aéroport de Kabul et met à disposition quatre F-16 comme appui à la FIAS pour la sécurisation du processus électoral.

Maghreb / Moyen-Orient

La proximité des pays du Maghreb, du Mashrek, de la région du Golfe et de l'Europe est incontestablement un moyen de liaison stratégique. Le développement humain dans le monde arabe exerce une influence directe sur notre propre société. C'est la raison pour laquelle notre pays maintient un dialogue ouvert avec le monde arabe, basé sur le respect et la confiance mutuels. De même, nous suivons attentivement la tendance de modernisation dans cette région.

Le Processus de Barcelone existe depuis dix ans et continue à être un cadre important pour la coopération entre l'UE et ses partenaires méditerranéens. À l'avenir, la Belgique souhaite continuer à contribuer de manière constructive à ce processus à travers le renouvellement des procédures et du contenu. Le processus de Barcelone, les Accords d'Association de l'UE et la Politique de Voisinage européenne constituent un cadre ferme, dont la Belgique se sert pour approfondir davantage ses relations bilatérales.

La diplomatie belge soutient activement des initiatives visant la promotion d'une société libre et de la bonne gouvernance dans le monde arabe. À cet effet, elle compte sur la créativité des différentes forces au sein de la société arabe et sur le sens de responsabilité des partenaires arabes dans le contexte régional.

bouw van een nieuwe Ambassade in Tokio een erezaak te maken.

We willen eveneens onze relaties met het Indische subcontinent en met de landen van Zuidoost-Azië intensifiëren en uitbreiden.

De wederopbouw van Afghanistan vormt een belangrijke test. Hoewel de afgelopen parlementsverkiezingen goed verlopen zijn, is de toestand in dit land nog steeds niet stabiel.

België heeft in internationaal verband zijn verantwoordelijkheid opgenomen voor de wederopbouw van Afghanistan en zal dit in de toekomst blijven doen. Dit engagement blijkt uit de Belgische financiële bijdrage en de inzet van ons militair contingent onder de vlag van de ISAF (« International Security Assistance Force »). Dit contingent is actief in het Provincial Reconstruction Team van Kunduz, draagt bij tot de veiligheid van de luchthaven van Kabul en zet vier F-16s ter ondersteuning van de ISAF in voor de beveiliging van het verkiezingsproces.

Maghreb / Midden-Oosten

De nabijheid van de landen van de Maghreb, de Mashrek, de Golfregio en Europa is ontegensprekelijk een strategisch bindmiddel. De humane ontwikkeling in de Arabische wereld heeft een rechtstreekse invloed op onze eigen samenleving. Daarom onderhoudt ons land een open dialoog met de Arabische wereld – gebaseerd op wederzijds respect en vertrouwen – en wordt de tendens tot modernisering in de regio nauwlettend opgevolgd.

Het Barcelona-proces bestaat 10 jaar en blijft een belangrijk kader voor samenwerking tussen de EU en haar mediterrane partners. België wil in de toekomst impulsen blijven geven aan dit proces door middel van procedurele en inhoudelijke vernieuwing. Het Barcelona-proces, de EU-Associatieakkoorden en het Europees Nabuurschapbeleid vormen een stevig raamwerk, waarvan België gebruik maakt om zijn bilaterale relaties verder uit te diepen.

De Belgische diplomatie ondersteunt actief initiatieven ter bevordering van een vrije samenleving en van goed bestuur in de Arabische wereld. Zij rekent hierbij op de creativiteit van de verschillende Arabische maatschappelijke krachten en op de regionale verantwoordelijkheidszin van de Arabische partners.

Je tiens aussi à mentionner les progrès qui ont été réalisés en matière de droits de l'homme, démocratie, dialogue social et culturel, même s'il est à souhaiter que ces efforts soient durables.

Le Processus de Paix au Moyen-Orient reste évidemment important pour nos bonnes relations avec les pays de la Méditerranée. Une première visite officielle en Israël et aux Territoires palestiniens en février 2005 a laissé une forte impression. Le gouvernement espère qu'une confiance minimale entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne soit rapidement rétablie. Par ailleurs, l'élection de Abou Mazen, les accords de Sharm-el-Sheik, ainsi que le fait que le retrait israélien de Gaza et de quatre colonies sur la rive occidentale du Jourdain s'est bien passé, nous permettent de parler d'un optimisme prudent.

La Belgique contribue activement à la politique du Moyen-Orient de l'Union européenne et soutient – à travers une contribution à part entière de l'Union – aux efforts communs du Quartet (UE, ONU, Etats-Unis, Russie).

La Feuille de Route reste valable, dans sa qualité de cadre référentiel général, afin de rejoindre une solution de paix négociée, sur base d'un Etat palestinien indépendant, démocratique et viable, qui vit en paix et en sécurité avec Israël et ses autres voisins. Les deux parties sont systématiquement appelées à respecter leurs engagements.

Notre pays souhaite en particulier contribuer à l'établissement d'une Police civile palestinienne moderne, partant d'un plan de développement global, qui devra être élaboré par une mission de conseil européenne (EU-COPPS) et par le Ministère des Affaires intérieures palestinien.

La Belgique suit attentivement les développements au Liban et insiste sur la mise en œuvre complète de la résolution 1559 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

La Syrie a une influence négative sur la stabilité régionale au Moyen-Orient. Elle abrite et soutient les organisations radicales palestiniennes, comme par exemple le Jihad islamique. La présence continue des Services de renseignements syriens au Liban a un effet déstabilisant sur le développement démocratique, comme l'a démontré le rapport de la commission internationale d'enquête relative à l'assassinat de Rafic Hariri.

Daarnaast onderstreep ik het belang van de vooruitgang die geboekt werd inzake mensenrechten, democratie, sociale en culturele dialoog, al zijn blijvende inspanningen wenselijk.

Het Midden-Oostenvredeproces blijft vanzelfsprekend een belangrijk onderdeel van onze goede relaties met de landen van het Middellandse Zeegebied. Een eerste officieel bezoek aan Israël en de Palestijnse Gebieden in februari 2005 heeft een beklijvende indruk nagelaten. De regering hoopt dat spoedig een minimaal vertrouwen hersteld wordt tussen de Israëlische regering en de Palestijnse Autoriteit. De verkiezing van Abou Mazen, de afspraken van Sharm-el-Sheikh, alsook de succesvolle Israëlische terugtrekking uit Gaza en vier nederzettingen op de Westelijke Jordaanoever zijn redenen voor voorzichtig optimisme.

België levert actief bijdrage aan het Midden-Oostenbeleid van de Europese Unie en steunt – via de volwaardige bijdrage van de Unie – de gezamenlijke inspanningen van het Kwartet (EU, VN, VS, Rusland).

Het Stappenplan blijft valabel, als algemeen aanvaard referentiekader, om te komen tot een onderhandelde vredesoplossing, gebaseerd op een onafhankelijke, democratische en levensvatbare Palestijnse Staat, die in vrede en veiligheid leeft met Israël en zijn andere burens. Beide partijen worden systematisch op hun verplichtingen gewezen.

Ons land wenst in het bijzonder een bijdrage te leveren aan de ontwikkeling van een moderne Palestijnse Civiele Politie, op basis van een globaal ontwikkelingsplan, uitgewerkt door de Europese raadgevende missie (EU-COPPS) en het Palestijnse Ministerie van Binnenlandse Zaken.

België volgt nauwlettend de ontwikkelingen in Libanon en dringt aan op de volledige uitvoering van resolutie 1559 van de VN-Veiligheidsraad.

Syrië oefent een negatieve invloed uit op de regionale stabiliteit in het Midden-Oosten. Het biedt onderkomen en steun aan radicale Palestijnse groeperingen, zoals de islamitische Jihad. De verdere aanwezigheid van Syrische inlichtingendiensten in Libanon heeft een destabiliserend effect op de democratische ontwikkeling, zoals blijkt uit het rapport van de internationale onderzoekscommissie naar de moord op Rafic Hariri.

La Belgique est satisfaite de la pression continue exercée par la communauté internationale sur la Syrie. L'Union européenne, de son côté, attend des signaux positifs de la Syrie avant de procéder à la signature d'un Accord d'Association avec ce pays. Car souscrire à un tel engagement donnerait dans les circonstances politiques actuelles un faux signal. La diplomatie belge examine comment elle pourrait contribuer à des initiatives multilatérales spécifiques.

Après le référendum sur la Constitution, les mois prochains seront décisifs pour le processus politique en Irak. La Belgique continue à plaider pour une politique multilatérale complète en faveur d'un Irak démocratique et indépendant où règnent la paix et la prospérité. Notre pays a conséquemment défendu l'inclusivité maximale du processus politique et il redoute une polarisation ethnique et religieuse croissante de la société irakienne. C'est pourquoi les efforts belges se concentrent sur le renforcement du secteur de sécurité (police) et l'état de droit, même si nos possibilités d'action sont fortement limitées par la situation de sécurité actuelle.

En ce qui concerne l'Iran, la Belgique reste partisane d'un dialogue aussi ample que possible. En premier lieu, c'est la question nucléaire qui retient notre attention, mais permettez-moi de revenir sur ce point plus tard, quand je traiterai la problématique de la non-prolifération. Les autres points d'attention de la Belgique restent la situation des droits de l'homme, le terrorisme international et la situation de sécurité régionale.

L'Amérique Latine

Les contacts avec mes homologues latino-américains ont renforcé ma conviction que la Belgique a intérêt à développer et à renforcer ses relations avec cette partie du monde. Les marchés des pays émergents comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Chili représentent des débouchés non-négligeables. En outre, le continent dispose de nombreux atouts, parmi lesquels de considérables richesses naturelles et une population majoritairement jeune. La forte croissance économique qu'ont connue récemment plusieurs pays sud-américains constitue une opportunité pour le renforcement de nos efforts dans le domaine économique et commercial. Certes, nos investissements y sont déjà significatifs, mais ils restent tout comme les échanges commerciaux en dessous des potentialités.

Les contacts bilatéraux avec les dirigeants de ces pays, que ce soit à Bruxelles ou en marge de réunions internationales, sont nombreux. Pour pouvoir faire de cette région un partenaire privilégié, nous poursuivrons notre approche bilatérale dans la même voie.

België is tevreden over de volgehouden druk van de Internationale Gemeenschap op Syrië. De EU wacht op positieve Syrische signalen alvorens over te gaan tot de ondertekening van een EU-Associatieakkoord met dit land. Het aangaan van een dergelijke verbintenis zou in de huidige politieke omstandigheden het verkeerde signaal geven. De Belgische diplomatie onderzoekt hoe zij een bijdrage kan leveren tot specifieke multilaterale initiatieven.

Na het referendum over de Grondwet zijn de komende maanden doorslaggevend voor het politiek proces in Irak. België blijft pleiten voor een omvattend multilateraal beleid ten voordele van een vreedzaam, welvarend, democratisch en onafhankelijk Irak. België heeft consequent geijverd voor een maximale inclusiviteit van het politiek proces en is beducht voor een toenemende etnische en godsdienstige polarisering van de Iraakse samenleving. De inspanningen van ons land concentreren zich daarom op de versterking van de veiligheidssector (politie) en de rechtsstaat, hoewel de heersende veiligheidssituatie deze actiemogelijkheden sterk beperkt.

Wat Iran betreft, blijft België voorstander van een zo breed mogelijke dialoog. Onze onmiddellijke aandacht gaat uit naar de opvolging van het nucleair vraagstuk, maar hierop kom ik later terug wanneer ik de non-prolifatieproblematiek bespreek. Andere Belgische aandachtspunten blijven de verontrustende mensenrechtensituatie, het internationaal terrorisme en de regionale veiligheidssituatie.

Latijns Amerika

De contacten met mijn Latijns-Amerikaanse collega's hebben me in mijn overtuiging gesterkt dat België er belang bij heeft zijn relaties met dit deel van de wereld te ontwikkelen en te verstevigen. Opkomende landen zoals Brazilië, Mexico, Argentinië en Chili, vertegenwoordigen niet te verwaarlozen afzetmarkten. Daarnaast beschikt het continent over belangrijke troeven waaronder natuurlijke grondstoffen en een grotendeels jonge bevolking. De recente economische groei in meerdere Latijns-Amerikaanse landen biedt ons ook betere kansen op economisch en commercieel gebied. Het lijkt geen twijfel dat onze investeringen er reeds van grote betekenis zijn, maar deze liggen net als ons handelsverkeer nog steeds onder de mogelijkheden.

Zowel te Brussel als in de marge van internationale bijeenkomsten hebben we talrijke bilaterale contacten met de leiders van de Latijns-Amerikaanse landen. Om van deze regio een bevoorrechte partner te maken, zal deze bilaterale aanpak verder gezet worden.

L'UE constitue indiscutablement l'interlocuteur privilégié de l'Amérique latine, premièrement à cause de son expérience en matière d'intégration, deuxièmement parce qu'elle offre la possibilité à l'Amérique Latine de diversifier les relations avec les Etats-Unis. Par conséquent, nous continuerons à nous impliquer dans la concertation au niveau européen, étant donné que notre action sur le plan politique peut être la plus porteuse de résultats à travers le dialogue institutionnalisé de l'UE.

En associant ce dialogue politique à la perspective de pouvoir conclure des accords de coopération économique, dont les pays de la région sont demandeurs, l'UE peut faire valoir un argument pouvant encourager les réformes nécessaires. De plus, les efforts d'intégration régionale en cours seront encouragés et soutenus.

En outre, la Belgique continuera à suivre avec une attention particulière l'évolution de la situation en Colombie et les efforts du Président Uribe. Nous offrirons notre soutien pour promouvoir l'application de la justice et le respect des droits de l'homme, particulièrement à l'égard des victimes des abus commis par les différentes factions prenant part au conflit colombien. En outre, la Belgique insiste particulièrement sur la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages autochtones et étrangers.

Avec les autorités cubaines, la Belgique continuera à prôner un dialogue critique mais constructif dans un cadre européen. Si l'Europe veut favoriser une évolution du régime, il importe que l'UE adopte une approche unie comme le prévoit la Position commune de 1996. Les progrès au cours des derniers mois ont été minces.

J'entreprendrai dans les prochains mois un voyage en Amérique latine, qui me permettra d'aborder avec mes interlocuteurs les thèmes politiques mentionnés plus haut. Je m'attacherai en même temps aux efforts de nos entreprises pour les aider à surmonter d'éventuelles difficultés en matière de commerce et d'investissement et à faciliter leur accès aux marchés des pays visités.

De EU vormt ongetwijfeld de meest aangewezen gesprekspartner voor Latijns-Amerika, ten eerste omwille van haar eigen integratie-ervaring en ten tweede omdat ze de mogelijkheid biedt aan Latijns-Amerika haar relaties met de VS te diversifiëren. Wij zullen ons blijven toelleggen op overleg op Europees niveau, omdat onze actie op politiek vlak precies het meest resultaten kan opleveren via de geïnstitutionaliseerde EU-dialoog.

Door deze politieke dialoog te koppelen aan het perspectief op economische samenwerkingsakkoorden – waarvoor die landen vragende partij zijn – beschikt de Unie over een argument dat aanzet tot de nodige hervormingen. Bovendien zullen de inspanningen voor de huidige regionale integratie aangemoedigd en ondersteund worden.

België zal de situatie in Colombia en de inspanningen van President Uribe aandachtig blijven opvolgen. We verlenen er onze steun aan de bevordering van de toepassing van de rechtspraak en de naleving van de mensenrechten, vooral ten behoeve van de slachtoffers van de verschillende actievoerende partijen van het Colombiaanse conflict. België dringt in het bijzonder aan op de onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van alle binnenlandse en buitenlandse gegijzelden.

Voorts blijft België voorstander van een kritische, maar constructieve dialoog met de Cubaanse autoriteiten en dit in Europees verband. Wil Europa een evolutie van het regime bespoedigen, dan is het van belang dat de EU één plan van aanpak formuleert, zoals voorzien in de Gemeenschappelijke Positie van 1996. De laatste maanden werd immers weinig vooruitgang geboekt.

De komende maanden zal ik een reis naar Latijns-Amerika ondernemen om met mijn gesprekspartners de hierboven vermelde politieke thema's aan te snijden. Ik zal van de gelegenheid gebruik maken om onze bedrijven te helpen eventuele moeilijkheden inzake handel en investeringen te overwinnen, alsook om hun markttoegang in die landen te vergemakkelijken.

5. Sécurité européenne et internationale

Sécurité et défense

La politique de sécurité de la Belgique se conçoit dans un contexte multilatéral, entre autres dans celui de son adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et à l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE). La notion de sécurité prend aussi plus de forme au niveau européen, à travers la politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

Aujourd'hui, la PESD constitue le cadre pour diverses opérations de gestion de crise externes, auxquelles la Belgique contribue en ce moment en Bosnie et en RDC.

En effet, l'expérience vécue dans les Balkans – entre autres – démontre que les instruments militaires seuls ne suffisent pas à réaliser une paix durable dans des régions conflictuelles. C'est la raison pour laquelle l'UE établit, outre les objectifs militaires, des « *Headline Goals* » civils, qui permettront à l'UE d'engager plus facilement des fonctionnaires de police, juges et spécialistes en matière d'Etat de droit et d'administration civile dans la gestion de crises. Cette approche de gestion de conflits fait de plus en plus son chemin. L'opération de sécurité à grande échelle en Aceh (Indonésie), caractérisée par un équilibre entre les volets militaires et civils, en est un exemple récent.

La Belgique soutient pleinement cette approche et participe à de telles opérations.

La Belgique soutient pleinement cette approche et participe à de telles opérations. La gestion de crise doit être un point d'attention pour le gouvernement belge dans sa totalité. Etant conscient de cette priorité, on a établi un mécanisme spécial de coordination interdépartemental, à savoir la réunion POLCIV aux Affaires étrangères. Par conséquent, un responsable a été désigné pour les opérations de gestion de crise civile au sein du service « *Politique de Sécurité et de Défense* » du SPF Affaires étrangères.

OTAN

Le partenariat transatlantique demeure un élément d'intérêt stratégique pour l'Europe et la Belgique.

Depuis la fin de la Guerre Froide, l'OTAN a acquis de nouvelles tâches et elle opère de plus en plus sur des terrains « *out of area* », comme par exemple en Afghanistan et au Pakistan. Cette évolution entraîne

5. Europese en Internationale veiligheid

Veiligheid en defensie

Het veiligheidsbeleid van België is ingebed in een multilaterale context. Ons land is o.a. lid van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO) en van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE). Verder krijgt dit thema steeds meer gestalte op Europees niveau, via het Europees Veiligheids- en Defensiebeleid (EVDB).

Het EVDB vormt vandaag het kader voor diverse externe crisisbeheersings-operaties. België draagt hier- toe bij in Bosnië en in de DRC.

Uit ervaring in onder meer de Balkan blijkt dat louter militaire instrumenten niet volstaan om duurzame vrede te realiseren in conflictgebieden. Daarom legt de Unie, naast militaire doelstellingen, ook civiele « *Headline Goals* » vast. Op die manier kunnen politie-functionarissen, rechters en experts inzake rechtsstaat en civiele administratie op een vlottere manier ingezet worden bij de beheersing van crisissen. Deze benadering van conflictbeheersing vindt in toenemende mate ingang. Een recent voorbeeld hiervan is de grootschalige veiligheidsoperatie in Atjeh (Indonesië), die gekenmerkt wordt door een evenwicht tussen het militaire en het civiele luik.

België ondersteunt deze benadering ten volle en neemt aan dergelijke operaties deel.

België ondersteunt deze benadering ten volle en neemt aan dergelijke operaties deel. Crisisbeheersing moet een aandachtspunt van de voltallige Belgische regering zijn. Dit besef lag aan de basis van de oprichting van een speciaal interdepartementaal coördinatie-mechanisme, met name de POLCIV-bijeenkomst op Buitenlandse Zaken. Bijgevolg werd een verantwoordelijke voor civiele crisisoperaties aangeduid binnen de dienst 'Buitenlands Veiligheids- en Defensiebeleid' van de FOD Buitenlandse Zaken.

NAVO

Het Transatlantische partnerschap blijft van strategisch belang voor Europa en voor België.

De NAVO heeft sinds het einde van de Koude Oorlog nieuwe taken gekregen en de organisatie is ook steeds meer gaan optreden in « *out of area* » gebieden, zoals bijvoorbeeld in Afghanistan en Pakistan. Dit gaat ge-

l'adaptation de la capacité et planification militaire. Le « Comprehensive Political Guidance » (CPG) est en voie de préparation. Pour encadrer et soutenir clairement ce nouveau rôle de l'OTAN et des ses opérations, ce CPG devra confirmer la priorité des décisions politiques sur les aspects militaires, de sorte que les planificateurs militaires puissent se référer à des lignes directrices claires et nettes. Notre pays participe activement au développement de ce CPG et souhaite qu'elles partent de la raison d'être de l'OTAN, à savoir une Alliance de Défense collective.

Au sein de l'OTAN doit être conçue une nouvelle entente qui se base sur un véritable dialogue. Le gouvernement reste persuadé que les Etats-Unis et l'Union européenne ont intérêt à unir leurs efforts afin de réaliser leur objectif commun de paix, stabilité, prospérité et justice dans le monde entier.

Les engagements de la Belgique au niveau de la défense européenne ne visent pas à développer une contre-puissance, mais, au contraire, à soutenir une forte entité européenne, qui pourra agir comme un partenaire responsable et qui pourra se charger d'une partie des responsabilités.

OSCE

L'OSCE joue un rôle important dans la collaboration internationale sur le continent européen. La présidence belge de l'OSCE en 2006 est un signal fort de notre engagement en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale sur le continent européen. Elle réaffirme l'intérêt porté à cette organisation, au rôle qu'elle peut jouer et aux bonnes relations avec les pays de l'Asie centrale, du Caucase et ceux de l'Europe centrale et orientale.

Il est toutefois vrai que l'OSCE traverse une crise. Pour mettre fin à cette crise, le Groupe des personnes éminentes a formulé un certain nombre de recommandations, des discussions intenses ont lieu entre les protagonistes et un nouveau Secrétaire général est entré en fonction.

Au niveau institutionnel, des réformes s'imposent. Le paquet de tâches de l'organisation doit être actualisé et un meilleur équilibre doit être créé entre les paniers humanitaire, économique et politico-militaire. Evidemment, il faut veiller à ce que le composant humanitaire – qui a récemment fait preuve de sa pertinence en Ukraine – reste pleinement garanti. En outre, il faudra développer une logique de coopération de sorte de pouvoir répondre à la crise imminente en Asie centrale.

paard met een aanpassing van de militaire capaciteit en planning. Om de rol van de NAVO en van haar operaties duidelijk te omkaderen en te sturen, wordt gewerkt aan de ontwikkeling van een « Comprehensive Political Guidance » (CPG). Daarbij moet de voorrang van de politieke beslissingen op de militaire aspecten bekrachtigd worden, zodat de militaire planners zich op duidelijke beleidslijnen kunnen beroepen. Ons land neemt actief deel aan de verdere uitwerking van deze CPG en wenst dat daarin vertrokken wordt van de bestaansreden van de NAVO, met name een collectieve Verdedigingsalliantie.

Binnen de NAVO is een nieuwe verstandhouding nodig, gebaseerd op een echte dialoog. De regering blijft ervan overtuigd dat de Verenigde Staten en de Europese Unie er belang bij hebben hun inspanningen te bundelen om hun gemeenschappelijke doelstelling van vrede, stabiliteit, welvaart en gerechtigheid in de wereld te verwezenlijken.

De engagementen die België aangaat op het vlak van Europese defensie zijn niet bedoeld om een tegenmacht uit te bouwen, maar wel om een sterke Europese entiteit te ondersteunen, die als verantwoordelijke partner kan optreden en haar deel van de lasten kan dragen.

OVSE

De OVSE speelt een belangrijke rol in de internationale samenwerking op het Europese continent. Het Belgisch voorzitterschap van de OVSE in 2006 is een signaal van ons engagement voor multilateralisme en samenwerking op het Europees continent. Het bevestigt dat wij belang hechten aan de rol die deze organisatie kan spelen en aan goede betrekkingen met de landen van Centraal-Azië, de Kaukasus en Oost-Europa.

Dit neemt niet weg dat de OVSE een crisis doormaakt. Om een einde te stellen aan die crisis, heeft het panel van eminente personen een aantal aanbevelingen geformuleerd, vinden intense gesprekken plaats tussen de hoofdrolspelers en is een nieuwe Secretaris-generaal aangetreden.

Institutionele hervormingen dringen zich op en het opdrachtenpakket van de organisatie moet geactualiseerd worden. Daarnaast dient een beter evenwicht gecreëerd te worden tussen de humanitaire, de economische en de politiek-militaire korven. Men moet er uiteraard op toezien dat de humanitaire component – die kort geleden in Oekraïne zijn relevantie bewees – ten volle gewaarborgd blijft. Om de nakende crisis in Centraal-Azië op te vangen moet een samenwerkingslogica ontwikkeld worden.

Pour la présidence belge de l'OSCE, le gouvernement met en avant quatre grandes perspectives. Premièrement, la Belgique devra jouer un rôle actif dans les réformes institutionnelles de l'OSCE.

Deuxièmement, en vue d'un meilleur équilibre entre les paniers, notre présidence apportera l'attention à un renforcement de la dimension économique. Nous aspirons à insérer le Pacte de Stabilité des Balkans dans l'OSCE, notamment dans le secteur du transport.

Troisièmement, la lutte contre la criminalité internationale et la promotion de l'Etat de droit seront les thèmes centraux de notre présidence. En effet, il s'agit de sujets qui intéressent le citoyen. A cet égard, il est évident que nous travaillerons ensemble avec les autres départements, en premier lieu avec les Affaires intérieures et Justice.

Finalement, en tant que président, notre pays devra pouvoir contribuer à une solution aux ainsi-dits conflits gelés.

Les droits de l'homme

La promotion des droits de l'homme fait partie intégrante de nos actions menées sur la scène internationale, comme la lutte contre le terrorisme, la xénophobie, la discrimination et l'intolérance ou encore la lutte contre la traite des êtres humains.

De graves violations des droits de l'homme se trouvent généralement à l'origine des situations de crises et de conflits. C'est pourquoi il est absolument indispensable d'intégrer la dimension « droits de l'homme » dans la prévention et la solution des conflits. De ce fait, dans la déclaration finale du Sommet des Nations Unies de septembre dernier, les droits de l'homme sont à juste titre reconnus comme un pilier fondamental d'un concept de sécurité élargi.

La Belgique se félicite de la décision de renforcer le Bureau du Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme et de l'accord de principe pour la création d'un nouveau Conseil des Droits de l'Homme, qui devra remplacer la Commission des Droits de l'Homme existante. Elle regrette toutefois que le Sommet n'ait pas pu fixer les modalités de ce Conseil.

La Belgique continuera à prôner une approche coordonnée de ce thème, tant au niveau bilatéral que dans les différentes enceintes multilatérales concernées – principalement l'UE, l'ONU, l'OSCE, Conseil de l'Europe.

Voor het Belgische voorzitterschap van de OVSE vertrekt de regering van vier grote invalshoeken. Ten eerste zal België een actieve rol moeten spelen in de institutionele hervorming van de OVSE.

Ten tweede zal ons voorzitterschap, met het oog op een beter evenwicht tussen de korven, de aandacht richten op een versterking van de economische dimensie en ernaar streven het Stabiliteitspact van de Balkan ingang te doen vinden in de OVSE, vooral dan in de transportsector.

Ten derde zullen de strijd tegen de internationale criminaliteit en de bevordering van de «rule of law» de centrale thema's zijn van ons voorzitterschap. Het betreft hier immers zaken die de burger na aan het hart liggen. Daarom moeten we vanzelfsprekend samenwerken met andere departementen, in de eerste plaats met Binnenlandse Zaken en Justitie.

Tenslotte zal ons land, als «chairman in office», moeten kunnen bijdragen tot een oplossing voor de zogenaamde «frozen conflicts».

De mensenrechten

De bevordering van de mensenrechten maakt integraal deel uit van de acties die we ondernemen op het internationale toneel, zoals de strijd tegen terrorisme, vreemdelingenhaat, discriminatie en onverdraagzaamheid en de strijd tegen de mensenhandel.

Ernstige schendingen van de mensenrechten liggen vaak aan de basis van crisissituaties en conflicten. Daarom is het absoluut noodzakelijk de dimensie «mensenrechten» te integreren in de preventie en oplossing van conflicten. In de eindverklaring van de VN-Top van september jl. werden mensenrechten dan ook terecht erkend als een fundamentele zuil van een verruimd veiligheidsconcept.

België verheugt zich over de beslissing het Bureau van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten te versterken en over de principiële goedkeuring voor de oprichting van een nieuwe Mensenrechtenraad ter vervanging van de bestaande Commissie Mensenrechten. Het betreurt echter dat de VN-Top de modaliteiten van deze Raad niet heeft kunnen vastleggen.

België zal blijven ijveren voor een gecoördineerde aanpak van dit thema, zowel op bilateraal niveau als binnen de verschillende betrokken multilaterale instellingen - voornamelijk de EU, VN, OVSE en de Raad van Europa.

La non-prolifération, contrôle des armes et désarmement

La lutte contre le danger d'une prolifération continue des armes de destruction massive forme une partie essentielle de notre politique de sécurité nationale et européenne. Vu le lien indissociable qui existe entre la non-prolifération et le désarmement, la Belgique vise un progrès équilibré dans ces deux domaines.

A l'occasion de la conférence de révision du Traité de Non-Prolifération en mai 2005, la Belgique a activement défendu cette position s'appuyant sur une série de propositions européennes communes concernant le désarmement, la non-prolifération et l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Malheureusement, il n'y aurait pas d'unanimité internationale sur l'état actuel de l'application de ce traité.

Quoi qu'il en soit, la Belgique continuera, en coopération avec d'autres partenaires, à faire des efforts pour que le rôle du Traité de Non-Prolifération, comme étant la clé de voûte du régime international de non-prolifération, soit garanti. La confiance dont jouissent les instruments multilatéraux existants ne peut, en effet, être sapée par l'absence actuelle d'un accord global.

L'Iran et la Corée du Nord forment deux tests importants pour le régime de non-prolifération existant.

En tant que membre du Conseil d'administration de l'Agence internationale pour l'Energie atomique (AIEA), notre tâche est de suivre le dossier iranien de près. Après deux années d'inspections intensives, l'AIEA a constaté que l'Iran a violé ses engagements internationaux en cachant son programme nucléaire pendant plusieurs années. Eu égard au climat de méfiance international par rapport à l'Iran, la communauté internationale attend de l'Iran qu'il prenne un nombre de mesures qui inspirent confiance. Parmi ceux-ci, nous comptons la suspension des activités nucléaires les plus sensibles, tant que l'AIEA n'aura pas pu clôturer le dossier iranien.

La Belgique soutient le processus de négociations E3/UE avec l'Iran, qui devra aboutir à des garanties objectives portant sur les intentions pacifiques du programme nucléaire iranien. La Belgique est persuadée que cette approche offre la meilleure garantie à une coopération de longue durée. Le fait que la transmission de ce dossier au Conseil de Sécurité des Nations Unies ait été renvoyée, offre l'opportunité à l'Iran de reprendre le dialogue important avec le E3/UE. Il est important que Téhéran saisisse cette opportunité afin de pouvoir maintenir la perspective d'un partenariat renforcé avec l'UE.

Non-prolifération, wapencontrole en ontwapening

Het bestrijden van het gevaar van de verdere prolifération van massavernietigingswapens vormt een fundamenteel onderdeel van onze nationale en Europese veiligheidspolitiek. Aangezien non-prolifération en ontwapening onlosmakelijk verbonden zijn, streeft België een evenwichtige vooruitgang in deze beide domeinen na.

Tijdens de herzieningsconferentie van het Non-proliférationeverdrag in mei 2005, heeft België dit standpunt actief verdedigd aan de hand van een reeks gemeenschappelijke EU-voorstellen over ontwapening, non-prolifération en het vreedzaam gebruik van kernenergie. Jammer genoeg bleek geen internationale eensgezindheid te bestaan over de huidige stand van naleving van dit verdrag.

België zal hoe dan ook, in samenwerking met andere partners, zijn inspanningen verder zetten opdat de rol van het Non-proliférationeverdrag als centrale hoeksteen voor het internationale non-proliférationeregime zou gewaarworden. De voorlopige afwezigheid van een globaal akkoord mag immers het vertrouwen in de bestaande multilaterale instrumenten niet ondermijnen.

Iran en Noord-Korea vormen twee belangrijke tests voor het bestaande non-proliférationeregime.

Als lid van de Raad van Bestuur van het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie (IAEA) volgen we het Iraans dossier op de voet. Het IAEA heeft, na meer dan twee jaar intensieve inspecties, vastgesteld dat Iran zijn internationale verplichtingen heeft geschonden door zijn kernprogramma jarenlang verborgen te houden. Gelet op het internationale klimaat van wantrouwen tegenover Iran, verwacht de internationale gemeenschap van Iran een aantal vertrouwenswekkende maatregelen. Hieronder valt o.a. de opschorting van de meest gevoelige nucleaire activiteiten, zolang het IAEA het Iraans dossier niet heeft kunnen afsluiten.

België steunt het E3/EU onderhandelingsproces met Iran dat moet uitmonden in objectieve garanties over de vreedzame bedoelingen van het Iraans nucleair programma. België is ervan overtuigd dat deze aanpak de beste garanties biedt voor samenwerking op lange termijn. Het feit dat de doorverwijzing van dit dossier naar de VN-Veiligheidsraad uitgesteld werd, biedt Iran de kans om de belangrijke dialoog met de E3/EU te hervatten. Het is van belang dat Teheran deze kans grijpt, om het perspectief op een versterkt partnerschap met de EU te kunnen behouden.

Pour ce qui est de la Corée du Nord, nous saluons le progrès réalisé au cours des « Pourparlers à Six ». Nous apprécions, dès lors, l'engagement de la Chine, qui a servi en outre dans sa qualité de pays d'accueil. Nous saluons en particulier l'annonce faite par la Corée du Nord quant à son renoncement à ses programmes d'armes nucléaires, la réouverture de la coopération avec l'AIEA et le respect de ses engagements.

La Belgique continue à soutenir la mise en œuvre et le renforcement de la Convention sur les Armes Chimiques. Elle souhaite également remplir un rôle actif dans la préparation et le déroulement de la Conférence chargée de l'examen de la Convention sur les Armes Biologiques et à Toxines (CIAB), qui aura lieu en 2006.

En outre, le gouvernement continue à œuvrer pour l'universalisation de la lutte contre les mines antipersonnel. A cet égard, la coprésidence belge en 2006 du Comité Permanent en matière de la mise en œuvre générale et du fonctionnement de la Convention sur l'Interdiction des Mines constitue un levier. Nous pourrions également nous servir de notre mandat prolongé en tant que Coordinateur du Groupe de Contact en matière des rapports de transparence.

Des efforts continus sont aussi nécessaires dans la lutte contre la prolifération des petites armes. Une attention prioritaire sera portée sur des actions concrètes, notamment dans le cadre de l'UE, en faveur du continent africain.

Terrorisme

Les attentats de New York, Bali, Londres, Madrid, Charm-el-Cheik et ailleurs ont démontré le caractère horrible des attentats terroristes. De ce fait, la lutte contre le terrorisme est un point central de l'agenda. Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations. Nous poursuivrons les efforts pour qu'une définition des actes terroristes soit endossée au niveau international. La promotion de la bonne gouvernance, de la construction de capacité, des droits de l'homme, ainsi que la lutte contre la pauvreté constituent les meilleures recettes pour aborder le terrorisme de manière structurelle.

C'est exactement à cause de son caractère international et diffus, que ce phénomène mérite d'être suivi de près par notre département. L'expérience nous a appris que le simple démantèlement des organisations et leurs structures ne suffit plus. Des groupements tels qu'Al Qaeda ne se limitent pas à commettre des attentats, mais ils tâchent aussi à transmettre leur message

Met betrekking tot Noord-Korea verwelkomen we de vooruitgang die recent bij het «Zes Partijenoverleg» werd geboekt. We waarderen de betrokkenheid van China, dat als gastland voor deze besprekingen optrad. We verwelkomen in het bijzonder de Noord-Koreaanse aankondiging om af te zien van kernwapenprogramma's, de samenwerking met het IAEA terug op te starten en zijn verplichtingen terug na te leven.

België blijft steun verlenen aan de uitvoering en de versterking van de Chemische Wapens Conventie. België wenst eveneens een actieve rol te vervullen bij de voorbereiding en het verloop van de Toetsingsconferentie van de Biologische en Toxine Wapenconventie (BTWC), die in 2006 zal plaatsvinden.

De regering zal verder ijveren voor de universalisering van de strijd tegen anti-persoonsmijnen. In dat opzicht is het Belgische Covoorzitterschap in 2006 van het Permanent Comité inzake de algemene uitvoering en werking van de Conventie op het Verbod van Antipersoonsmijnen een hefboom. Voorts zullen we gebruik kunnen maken van ons voortgezet mandaat als Coördinator van de Contactgroep inzake transparantierapporten.

Blijvende inspanningen zijn ook nodig in de strijd tegen de proliferatie van kleine wapens. Prioritaire aandacht zal uitgaan naar concrete acties, onder andere in het kader van de EU, ten behoeve van het Afrikaanse continent.

Terrorisme

De aanslagen van New York, Bali, Madrid, Londen, Sharm-el-Sheik en elders toonden het weerzinwekkende karakter van terroristische aanslagen aan. De strijd tegen terrorisme staat daarom hoog op onze agenda. We veroordelen het terrorisme in al zijn vormen en uitingen. We zullen ons blijven inspannen opdat een definitie van terroristische daden aangenomen wordt op internationaal niveau. Het stimuleren van «good governance», capaciteitsopbouw, het bevorderen van mensenrechten en het bestrijden van armoede behoren tot de beste recepten om terrorisme structureel aan te pakken.

Precies omwille van zijn internationale en diffuse karakter verdient dit fenomeen een nauwgezette opvolging door ons departement. De ervaring heeft geleerd dat het louter ontmantelen van organisaties en hun structuren niet langer voldoet. Groeperingen zoals Al Qaeda beperken zich niet enkel tot het eigenhandig plegen van aanslagen, maar pogen ook hun boodschap via moderne

au moyen des techniques de communication modernes à un public aussi large que possible. En outre, on constate que les cellules terroristes opèrent de façon très autonome et que le lien avec les dirigeants d'Al Qaeda est parfois difficile à démontrer.

Dans notre lutte commune contre le terrorisme, nous devons – à travers les frontières de toutes les religions – maintenir un dialogue ouvert avec le monde musulman. Ainsi, nous évitons de faire le jeu des terroristes, qui cherchent notamment à pousser à outrance les oppositions entre musulmans et non-musulmans. Par ailleurs, ce sont souvent les pays musulmans eux-mêmes qui souffrent le plus à cause des terroristes. En même temps, ce dialogue ouvert vise à placer les pays qui s'occupent moins de la lutte contre le terrorisme, devant leur responsabilité.

Les travaux des institutions européennes et multilatérales seront suivis attentivement. Depuis le 11 septembre, ces institutions ont pris une série de mesures, parmi lesquels l'amélioration de l'échange d'informations, la Résolution 1373 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies concernant le financement du terrorisme, la Convention récemment signée en matière de terrorisme nucléaire, le mandat d'arrêt européen et la désignation d'un Coordinateur européen spécial pour la lutte contre le terrorisme.

Notre politique antiterroriste nationale peut en une large mesure puiser de notre politique étrangère. Il faut que nous sensibilisions nos représentants diplomatiques pour qu'ils se servent pleinement de leur rôle privilégié pour la transmission d'information nécessaire à notre politique antiterroriste. En outre, l'expérience des autres pays occidentaux en matière de politique d'intégration ou encore, leurs initiatives législatives spécifiques peuvent nous procurer de l'information d'une valeur non-négligeable.

Au sein de notre département, une cellule antiterroriste a été mise sur pied servant de point central d'informations et de coordination en matière de terrorisme. Cette cellule travaillera en étroite collaboration avec les Services de renseignements et de sécurité belges spécialisés, entre autres dans le cadre du Comité ministériel / Collège du Renseignement et de la Sécurité, et de l'Organe de Coordination pour l'Analyse des Menaces qui est en voie d'établissement. (OCAM).

communicatietechnieken naar een zo ruim mogelijk publiek over te brengen. Bovendien stelt men vast dat terroristische cellen zeer autonoom opereren en de band met de leiding van Al Qaeda soms moeilijk aantoonbaar is.

In onze gezamenlijke strijd tegen terrorisme moeten we, over alle religieuze grenzen heen, een open dialoog onderhouden met de moslimwereld. Zo vermijden we dat in de kaart van de terroristen wordt gespeeld, wiens bedoeling er precies in bestaat een wig te drijven tussen moslims en niet-moslims. Het zijn overigens vaak de moslimlanden zelf die het zwaarst lijden onder terreur. Tegelijkertijd heeft deze open dialoog als doel de landen die het minder nauw nemen met de strijd tegen terrorisme, voor hun verantwoordelijkheid te plaatsen.

De werkzaamheden van de Europese en de multilaterale instellingen zullen aandachtig gevolgd worden. Sinds 11 september 2001 namen deze instellingen een reeks maatregelen, waaronder de verbetering van informatie-uitwisseling, de VN-resolutie 1373 over de financiering van terrorisme, de recent ondertekende VN-Convention inzake nucleair terrorisme, het Europees aanhoudingsmandaat en de aanstelling van een Speciale Europese Coördinator voor de strijd tegen het terrorisme.

Ons nationaal antiterrorismebeleid kan ook in belangrijke mate putten uit ons buitenlands beleid. We moeten onze diplomatieke vertegenwoordigers sensibiliseren om hun bevoorrechte rol ten volle aan te wenden inzake de informatieoverdracht ten behoeve van ons antiterrorismebeleid. Daarnaast kan de ervaring van andere Westerse landen, inzake integratiepolitiek of hun specifieke wetgevende initiatieven, informatie van onschatbare waarde leveren.

Op ons departement werd een versterkte antiterrorismecel uitgebouwd die fungeert als hét centrale en coördinerende aanspreekpunt inzake terrorisme. Deze cel zal nauw samenwerken met de gespecialiseerde Belgische inlichtingen- en veiligheidsdiensten, o.a. in het kader van het Ministerieel Comité / College Inlichting en Veiligheid en het in oprichting zijnde Coördinatie-Organ voor de Dreigingsanalyse (CODA).

6. Multilatéralisme et les Nations Unies

La Belgique continue à défendre fermement le concept du « multilatéralisme efficace ». Nous avons besoin de structures fermes et d'institutions crédibles, car celles-ci nous permettent de mettre en œuvre nos engagements et nos obligations communes.

Un multilatéralisme effectif nécessite une vision et une ambition concrètes. Chacun semble défendre les mêmes valeurs – la démocratie, la liberté, la justice, le développement durable, les droits de l'homme – mais, lorsqu'il s'agit de savoir quelle serait la meilleure façon de parvenir au but, là, il y a souvent divergence. De ce fait, la Belgique se félicite que le Sommet des Nations Unies de septembre dernier a réaffirmé le multilatéralisme comme la seule réponse crédible aux défis globaux. La déclaration finale de ce Sommet contient un agenda ambitieux pour les mois à venir, qui consiste en la création de nouveaux organes, l'élaboration d'une convention portant sur le terrorisme et qui prévoit également une rationalisation et une réforme profondes de l'institution des Nations Unies. La Belgique continuera à appuyer pleinement l'exécution de cet agenda et poursuivra ses efforts visant une institution des Nations Unies plus forte.

Malheureusement, le Sommet n'a pas abouti à un accord sur la réforme du Conseil de Sécurité, une priorité pour la Belgique. Notre pays continuera à s'engager pour cette réforme dans sa double dimension, notamment un élargissement de l'adhésion et une adaptation des méthodes de travail.

Les Nations Unies jouent un rôle décisif dans la réalisation de l'ordre international. La Belgique mettra tout en œuvre pour renforcer le rôle central joué par les Nations Unies dans la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. Partant de cet engagement fondamental, la Belgique a posé sa candidature pour le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour les années 2007-2008. Les orientations que notre pays souhaite suivre en tant que membre feront l'objet d'une note politique séparée.

Parmi les résultats concrets et positifs de ce Sommet, la Belgique compte la reconnaissance d'un concept de sécurité élargi qui affirme que la sécurité, la paix, le développement et les droits de l'Homme ne sont non seulement des aspects indissociables, mais qu'ils se renforcent aussi mutuellement. Je reviendrai sur ce point dans la partie consacrée à nos actions sur le plan de la diplomatie préventive.

6. Multilateralisme en de Verenigde Naties

België blijft een groot verdediger van het concept «doeltreffend multilateralisme». We hebben nood aan stevige structuren en geloofwaardige instellingen. Ze stellen ons immers in staat onze internationale verbin-tenissen en gemeenschappelijke verplichtingen uit te voeren.

Een daadkrachtig multilateralisme vereist een concrete visie en ambitie. Iedereen lijkt dezelfde waarden te verdedigen – democratie, vrijheid, gerechtigheid, duurzame ontwikkeling, mensenrechten – maar wanneer vervolgens bekeken wordt hoe deze het best bereikt worden, lopen de visies hierover vaak uiteen. België verheugt zich er dan ook over dat de VN-Top van september jl. het multilateralisme heeft bevestigd als enige geloofwaardige antwoord op de globale uitdagingen. De eindverklaring van deze Top bevat tevens een ambitieuze agenda voor de volgende maanden, gaande van de oprichting van nieuwe organen tot de uitwerking van een conventie over terrorisme en een grondige rationalisering en hervorming van de VN-instelling. België zal de uitvoering van deze agenda ten volle blijven steunen en zijn inspanningen voor een slagkrachtige VN voortzetten.

De Top heeft jammer genoeg niet geleid tot een akkoord over de hervorming van de Veiligheidsraad, een prioriteit voor België. Ons land zal zich blijven inzetten voor deze hervorming in zijn dubbele dimensie, met name een uitbreiding van het lidmaatschap en een aanpassing van de werkmethode.

De Verenigde Naties spelen een doorslaggevende rol in de totstandkoming van de internationale rechtsorde. België zal alles in het werk stellen om de centrale rol van de Verenigde Naties te versterken in de bevordering van de vrede en de veiligheid in de wereld. Het is vanuit dit fundamenteel engagement dat België zich kandidaat heeft gesteld voor een lidmaatschap van de VN-Veiligheidsraad voor de jaren 2007-2008. De oriëntaties die ons land als lid wenst te nemen zullen voorwerp vormen van een afzonderlijke beleidsnota.

Tot de concrete, positieve resultaten van deze Top rekent België ook de erkenning van een verruimd veiligheidsconcept dat stelt dat veiligheid, vrede, ontwikkeling en mensenrechten niet enkel onafscheidelijk verbonden zijn maar zich bovendien onderling versterken. Hierop kom ik terug tijdens de bespreking van onze acties op vlak van preventieve diplomatie.

Un autre acquis du Sommet concerne la « responsabilité de protéger ». L'enracinement de cette norme dans le plus haut niveau constitue un pas important dans la recherche de solutions pour les injustices les plus poignantes. La Belgique veillera à ce que cette norme soit consolidée et concrètement appliquée.

Le Conseil de l'Europe

Durant son troisième Sommet en mai 2005 à Varsovie, le Conseil de l'Europe a décidé de rédéfinir ses fonctions essentielles et ses relations avec les autres organisations internationales. Son mandat principal reste la préservation et la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et l'Etat de droit. Le Conseil oeuvrera également pour une identité européenne, fondée sur le respect de l'héritage commun, la diversité culturelle et la cohésion sociale. Le Sommet a décidé de renforcer sa coopération avec l'UE, les Nations Unies et l'OSCE. Dans le cadre de la présidence en 2006, la Belgique promouvra la synergie entre les deux organisations.

Le Protocole n°14 de la Convention européenne des Droits de l'Homme vise à renforcer l'efficacité de la Cour européenne des Droits de l'Homme. La Belgique continuera à apporter une attention particulière à la réflexion sur le bon fonctionnement de cette Cour.

7. Diplomatie préventive, prévention des conflits, Etats défaillants, bonne gouvernance.

Alors que l'Europe occidentale peut se réjouir d'un demi-siècle sans conflits, de nombreuses régions continuent d'être éprouvées par des affrontements inter ou intra-étatiques avec, hélas, leur cortège bien connu de souffrances et de misères. La communauté internationale a un rôle à jouer pour mettre fin à ces situations. C'est pourquoi je me félicite de la reconnaissance par le Sommet du Millénaire des Nations Unies à New York de la relation qui lie sécurité, paix, développement et droits de l'homme. Sans développement et sans le respect des droits de l'homme, la stabilité et la sécurité sont compromises. Cette reconnaissance revêt une importance capitale car elle guidera nos efforts en vue de construire un monde plus paisible, plus prospère et plus juste.

Ce lien entre développement, stabilité et droits de l'homme se manifeste peut-être de la manière la plus aiguë dans les Etats défaillants, dont les institutions ne sont plus en mesure de répondre aux attentes minima-

Een andere verworvenheid van de Top betreft de «verantwoordelijkheid om te beschermen». De verankering van deze norm op het hoogste niveau is een belangrijke stap in het zoeken naar oplossingen voor de meest schrijnende onrechtvaardigheden. België zal er over waken dat deze norm geconsolideerd wordt en concreet ingevuld.

Raad van Europa

Tijdens de derde Top in mei 2005 te Warschau heeft de Raad van Europa beslist zijn wezenlijke functies te herdefiniëren alsook zijn relaties met de andere internationale organisaties. Zijn basismandaat blijft het behoud en bevordering van de mensenrechten, de democratie en de rechtsstaat. De Raad zal tevens ijveren voor een Europese identiteit gebaseerd op respect voor een gemeenschappelijk erfgoed, culturele verscheidenheid en sociale cohesie. De Top heeft beslist zijn samenwerking te versterken met de EU, de VN en de OVSE. In het kader van het OVSE- voorzitterschap in 2006 zal België de synergie tussen beide organisaties bevorderen.

Het Protocol nr. 14 van de Europese Conventie van de Rechten van de Mens beoogt een efficiënter optreden van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. België zal bijzondere aandacht blijven schenken aan de reflectie over de goede werking van dit Hof.

7. Preventieve diplomatie, conflictpreventie, «failed states», behoorlijk bestuur

Terwijl West-Europa tevreden kan terugkijken op een halve eeuw zonder conflicten, worden nog steeds talrijke regio's op de proef gesteld door interne of externe confrontaties. Dit gaat helaas gepaard met het welbekende leed. De internationale gemeenschap dient haar rol te spelen in de beëindiging van deze conflicten. Ik ben verheugd dat de Milleniumtop van de Verenigde Naties te New York het onlosmakelijk verband erkende tussen veiligheid, vrede, ontwikkeling en mensenrechten. Zonder vrede is er geen ontwikkeling en komen de mensenrechten vaak onder druk te staan. Zonder ontwikkeling en zonder eerbied voor de mensenrechten komen stabiliteit en veiligheid in het gedrang. Deze erkenning is van kapitaal belang daar ze ons een leidraad verschaft in ons streven naar een meer vreedzame, meer welvarende en rechtvaardigere wereld.

De band tussen ontwikkeling, stabiliteit en mensenrechten komt wellicht het scherpst tot uiting in «failed states», waar instellingen niet langer in staat zijn te beantwoorden aan de minimale verwachtingen van hun

les de leurs citoyens. L'absence de bonne gouvernance est maintenant ouvertement identifiée comme un des principaux facteurs qui fragilisent les Etats, empêchent le développement et perpétuent la misère et le mépris des droits de l'homme.

Dans une telle optique, la bonne gouvernance n'est pas un concept moralisateur imposé de l'extérieur ; elle est synonyme d'une gouvernance efficace, et c'est un corollaire de la souveraineté. Il s'agit là d'une gouvernance capable de produire des résultats, capable de faire la différence pour les citoyens, capable de créer un terrain fertile et un environnement favorable pour le développement. Sans cela, le soutien de la communauté internationale ne saura produire les résultats recherchés.

Ce raisonnement au sujet de la « bonne gouvernance » vaut aussi pour les concepts similaires de « démocratisation », de respect des droits de l'homme et d'instauration de l'Etat de droit. On y ajoutera le soutien à la consolidation de la société et l'appui au secteur privé local, qui figureront également au nombre des domaines d'intervention. Il s'agit là d'objectifs extrêmement importants tant pour le développement de nos sociétés que pour la sécurité des Etats. Pour s'attaquer à ces défis, la Belgique mobilisera ses instruments de diplomatie préventive et de prévention des conflits dont la gestion et les procédures seront renforcées et systématisées.

Dans le but de renforcer notre capacité d'analyse et de rassembler nos expériences, j'ai désigné un Ambassadeur spécial pour « Institution Building ». Sa tâche est de formuler des propositions concrètes d'intervention de la Belgique.

Notre expérience portera avant tout sur l'Afrique subsaharienne frappée par des crises récurrentes et meurtrières dont la population civile est la première victime. Notre connaissance de la région nous donne une valeur ajoutée pour y contribuer à des solutions. Aussi le Moyen-Orient et l'Europe centrale et de l'Est, régions proches et affectées par des conflits prolongés ou latents retiendront spécialement notre attention.

Evidemment, nos interventions seront différentes pour chaque pays. Il n'existe pas de recette universelle, pas de méthode infaillible qui permettra d'implanter n'importe où un Etat exemplaire caractérisé par la bonne gouvernance. Ce qui fonctionne bien en Afghanistan, ne donne pas nécessairement le résultat souhaité en Afrique.

burgers. De afwezigheid van behoorlijk bestuur wordt tegenwoordig openlijk beschouwd als één van de voornaamste factoren die de staten verzwakken, ontwikkeling tegenhouden, armoede bestendigen en verwaarlozing van de mensenrechten in de hand werken.

In die optiek is behoorlijk bestuur geen moraliserend concept dat van buitenaf opgelegd wordt, het staat voor een doeltreffend beleid en is de tegenhanger van soevereiniteit. Het gaat om bestuur dat in staat is resultaten af te werpen, dat het verschil kan maken voor de bevolking, dat een groeibodem en een gunstige omgeving kan vormen voor ontwikkeling. Zonder goed bestuur zal de steun van de internationale gemeenschap de verhoopte resultaten niet kunnen leveren.

Deze redenering inzake goed bestuur geldt ook voor de gelijkaardige concepten van « democratisering », naleving van de mensenrechten en van de instelling van de rechtsstaat. Steun aan de versteviging van de samenleving en aan de lokale privé-sector behoort eveneens tot de interventiedomeinen. Deze objectieven zijn uitermate belangrijk zowel voor de ontwikkeling van onze maatschappij als voor de veiligheid van de staten. Om deze uitdagingen aan te kunnen, zal België zijn instrumenten van preventieve diplomatie en conflictpreventie aanwenden, en het beheer en de procedures ervan zowel verstevigen als systematiseren.

Met het oog op het versterken van onze analysecapaciteit en het samenbrengen van deze ervaringen, heb ik een Speciale Ambassadeur aangesteld voor « Institution Building ». Zijn taak bestaat erin concrete interventievoorstellen te formuleren.

We zullen onze expertise eerst en vooral aanwenden voor Centraal-Afrika, dat herhaaldelijk getroffen wordt door bloedige crisissen waarvan de burgerbevolking telkens het eerste slachtoffer is. Onze kennis van de regio geeft ons een toegevoegde waarde om er mee te werken aan oplossingen. Ook nabijgelegen regio's die te kampen hebben met langdurige of latente conflicten, zoals het Midden-Oosten of Centraal- en Oost-Europa, zullen onze bijzondere aandacht krijgen.

Onze tussenkomsten zullen uiteraard voor elk land verschillend zijn. Er is geen universeel recept, geen onfeilbare methode om een voorbeeldig functionerende staat om het even waar in te planten. Wat werkt in Afghanistan, levert niet noodzakelijk het gewenste effect op in Afrika.

Au plan multilatéral, la mise sur pied de la Commission de consolidation de la paix (« Peace Building Commission ») reflète la détermination internationale d'assister des Etats défaillants dans leur reconstruction en coordonnant mieux nos efforts dans ce domaine. Cette Commission doit s'employer à coordonner de manière efficace les efforts politiques, humanitaires, militaires et financiers en faveur de pays victimes de conflits et d'une gouvernance défaillante. La Belgique applaudit à cette décision prise par le Sommet du Millénaire et prendra une part active aux travaux pour l'établissement de cette Commission.

8. Diplomatie économique

La diplomatie économique mérite une attention particulière. Notre prospérité, emploi et bien-être dépendent largement de l'étranger. Avec la disparition des frontières et l'apparition des nouvelles nations commerciales, la concurrence est devenue très ardue et nous nous trouvons devant de nouveaux défis.

La diplomatie économique va au-delà de ce rôle de soutien. Il s'agit ici d'éliminer toutes sortes d'obstacles, de barrières et de difficultés que nos exportateurs et investisseurs éprouvent lors de leurs tentatives de gagner des marchés étrangers. La diplomatie économique sert à faciliter certaines procédures et contacts. En tant qu'autorité publique, nous devons faire plus d'efforts afin que de meilleures « conditions de marge » nécessaires à nos entreprises se créent dans les autres pays.

Il est vrai que dans certains pays, surtout en dehors de l'U.E., on rencontre souvent des obstacles structurels presque insurmontables pour une entreprise individuelle : une législation inadaptée, des ordres publics peu transparents ou tout simplement un manque d'infrastructure. Le gouvernement vise une action pragmatique et appropriée qui peut offrir une valeur ajoutée pour nos entreprises, pour qu'elles puissent plus aisément accéder aux et conquérir les marchés étrangers.

C'est la raison pour laquelle je m'informe systématiquement sur les obstacles commerciaux et d'investissements. De cette manière, durant mes missions, j'ai l'opportunité d'interpeller – le cas échéant – les autorités locales, comme j'ai eu l'occasion de le faire au cours de mes visites en Roumanie, Ukraine, Russie et à d'autres pays.

Le gouvernement plaide pour un effort coordonné afin d'attirer les sièges d'entreprises chinoises et d'autres pays asiatiques vers notre pays. La Chine est sans

Op multilateraal vlak illustreert de oprichting van een Commissie voor Vredesopbouw («Peace Building Commission») de internationale vastberadenheid om «failed states» in hun herstel bij te staan door onze inspanningen op dat vlak beter te coördineren en te richten. De taak van deze Commissie bestaat erin op doeltreffende wijze de politieke, humanitaire, militaire en financiële inspanningen te coördineren. Dit ten behoeve van landen die het slachtoffer zijn van conflicten en falend bestuur. België juicht deze beslissing van de Millenniumtop toe en zal actief deelnemen aan de werkzaamheden die moeten leiden tot de oprichting van deze Commissie.

8. Economische diplomatie

De economische diplomatie verdient extra aandacht. Onze welvaart, tewerkstelling en welzijn zijn in sterke mate afhankelijk van het buitenland. Met het wegvallen van de grenzen en de opkomst van nieuwe handelsnaties is de concurrentie bijzonder hevig geworden en staan we voor nieuwe uitdagingen.

Economische diplomatie heeft meer dan een ondersteunende rol. Het gaat over het wegwerken van allerlei obstakels, barrières en moeilijkheden die onze exporteurs en investeerders ondervinden bij hun pogingen om vreemde markten te veroveren. Economische diplomatie moet procedures en contacten vergemakkelijken. Wij moeten ons als overheid meer inspannen, opdat in andere landen betere randvoorwaarden zouden ontstaan voor onze ondernemingen.

Het is zo dat er in bepaalde landen, vooral buiten de EU, vaak structurele obstakels zijn waartegen een individuele onderneming weinig vermag: een onaangepaste wetgeving, weinig transparante overheidsopdrachten of simpelweg een gebrek aan infrastructuur. De regering beoogt een pragmatische en doelgerichte actie die onze ondernemingen een echte meerwaarde kan bieden, opdat ze vlotter zouden kunnen doorbreken op buitenlandse markten.

Daarom informeer ik mij systematisch over bestaande handels- en investeringsbelemmeringen. Op die manier kan ik tijdens mijn missies desgevallend de lokale overheden interpellieren. Dit heb ik kunnen doen tijdens mijn bezoeken aan o.a. Roemenië, Oekraïne en Rusland.

De regering pleit voor een gecoördineerde inspanning om hoofdkwartieren van Chinese en andere Aziatische bedrijven naar ons land te halen. China is

aucun doute la plus grande puissance économique mondiale du proche avenir. Tous les départements et autorités compétents de notre pays doivent assumer leur responsabilité et collaborer étroitement autour des objectifs qui sont dans l'intérêt de nous tous : la croissance économique, l'emploi, le revenu et la prospérité.

9. Organisation et service

Pour pouvoir développer une politique extérieure forte, crédible, mais surtout cohérente, la coordination entre les différents départements et niveaux politiques concernés est d'intérêt crucial.

Le Comité interministériel pour la Politique étrangère (CIPE) joue un rôle important dans l'extension de cette coopération et coordination. A cet effet, il est nécessaire que le CIPE se réunisse plus fréquemment, à savoir tous les deux mois. Il ne s'agit là non de la réduction ou de l'extension de telle ou telle compétence, mais bien de la complémentarité entre les niveaux ou départements fédéraux et régionaux.

En outre, le mécanisme des « Tables rondes », relatives à des pays, des régions ou des thèmes spécifiques, continuera à soutenir notre travail et sera appliqué pour assurer et promouvoir l'interaction entre les différents acteurs de notre politique extérieure. En effet, ce mécanisme nous permet non seulement de sonder l'opinion des différentes autorités, fédérales et régionales, mais aussi du monde académique, des entreprises et de la société civile.

Sur le plan de la communication d'information générale, on travaille actuellement sur une méthode qui permettra nos postes de transmettre de l'information et de la connaissance du terrain aux parlementaires. Cette piste a été lancée durant les Journées diplomatiques en septembre 2005. Des suggestions de la part des parlementaires seront les bienvenues.

La modernisation de notre département et de notre politique de personnel reste nécessaire. L'uniformisation des carrières extérieures en est une partie importante. Cette dernière année, nous avons fait beaucoup de progrès dans ce domaine. Les discussions avec les organisations syndicales sont en cours. Pour mener à bonne fin une réforme tellement profonde, il faut, en effet, laisser l'opportunité à la concertation et prendre le temps pour diffuser largement l'information, non dans le but de prolonger la procédure, mais pour créer une base aussi large que possible.

zonder enige twijfel de economische grootmacht van de nabije toekomst. Alle bevoegde departementen en autoriteiten in ons land moeten hun verantwoordelijkheid opnemen en nauw gaan samenwerken rond doelstellingen die in ons aller belang zijn: economische groei, jobs, inkomen en welvaart.

9. Organisatie en Dienstverlening

Voor de verdere uitbouw van een krachtig, geloofwaardig, maar vooral coherent Belgisch buitenlands beleid is de coördinatie tussen de verschillende betrokken departementen en beleidsniveaus van cruciaal belang.

Het Interministerieel Comité voor Buitenlands Beleid (ICBB) speelt een belangrijke rol in het vergroten van die samenwerking en coördinatie. Daarom moet het ICBB vaker bijeen worden geroepen, met name om de twee maanden. Daarbij gaat het geenszins over inperking of uitbreiding van deze of gene bevoegdheid. Maar wel over complementariteit tussen de federale en de regionale niveaus en departementen.

Het mechanisme van « ronde tafels » omtrent specifieke landen, regio's of thema's, zal onze werkzaamheden verder blijven ondersteunen en aangewend worden om de interactie tussen de verschillende actoren van ons buitenlands beleid te verzekeren en te bevorderen. Dit mechanisme stelt ons immers niet alleen in staat naar de mening te peilen van de verschillende overheden, federale en regionale, maar ook naar deze van de academische wereld, het bedrijfsleven en de burgermaatschappij.

Op het vlak van de algemene informatieverstrekking wordt momenteel gewerkt aan een methode om de parlementairen informatie en terreinkennis te bezorgen vanuit onze posten. Deze denkpiste werd gelanceerd tijdens de Diplomatieke Dagen in september 2005. Suggesties vanwege onze parlementairen zijn welkom.

De modernisering van het departement en van het personeelsbeleid blijft noodzakelijk. De uniformering van de buitenlandse carrières is daar een belangrijk onderdeel van. Het voorbije jaar is heel wat vooruitgang geboekt en besprekingen met de syndicale organisaties staan op de agenda. Om een dergelijke ingrijpende hervorming te doen slagen, moet men immers de tijd nemen voor overleg en een ruime verspreiding van de informatie. Niet met de bedoeling de procedure te rekken, maar wel om het draagvlak zo breed mogelijk te maken.

Pleinement conscients que notre réseau diplomatique et consulaire constitue un atout non-négligeable, nous passerons dans les prochains mois, au recrutement de nouveaux effectifs pour les carrières extérieures. Ceci est absolument indispensable pour garantir la continuité de notre travail.

Vu le grand nombre de missions, j'apprécie la volonté des Commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat, d'organiser des réunions conjointes pour des débats autour d'un thème précis.

En 2005, les dossiers en cours relatifs à la ratification de traités ont fait l'objet d'un examen approfondi par l'administration du SPF des Affaires étrangères. Le nombre de dossiers non-traités sera réduit et en 2006, le retard sera rattrapé. Pour ce qui est des nouveaux dossiers, une attention particulière sera apportée aux relations avec les commissions compétentes, étant donné que celles-ci peuvent également déterminer le rythme de l'approbation.

Le service consulaire

Dans l'organisation du service consulaire, le citoyen occupe une place prépondérante. À cet effet, chaque Ambassade belge à l'étranger dispose à présent d'un site Internet et d'une adresse e-mail. Pour obtenir des informations pratiques, le citoyen peut aussi consulter le site Internet central du département des Affaires étrangères. De nombreux documents ainsi que des conseils d'experts en matière d'état civil, d'assistance aux compatriotes ou de notariat sont maintenant disponibles en ligne. Nous n'oublions pas non plus le citoyen en Belgique. Ainsi, la demande d'un passeport ne dure que 5 journées ouvrables.

Notre pays est un pionnier au sujet de la sécurisation des passeports. Nous étions le premier pays au monde à généraliser la délivrance de passeports avec puce électronique. Fin 2005, environ un tiers de tous les passeports belges sera équipé de cette puce. Non seulement la puce, mais aussi les autres caractéristiques de sécurité sont incessamment adaptées à la réglementation européenne et aux normes de l'OACI. Ce progrès nous a procuré un avantage clair dans la lutte contre la fraude et la contrefaçon.

Vanuit het besef dat ons uitgebreid diplomatiek en consulaire netwerk een niet te onderschatten troef vormt, wordt de komende maanden overgegaan tot de rekrutering van nieuwe personeelsleden voor de buitenlandse carrières. Dit is hoogstnoodzakelijk om continuïteit te waarborgen.

Gezien het aantal missies waardeer ik ten zeerste de bereidheid van de Commissies Buitenlandse Zaken van Kamer en Senaat, om rond één bepaald thema gezamenlijk te vergaderen.

De hangende dossiers op het vlak van ratificatie van verdragen werden door de administratie van de FOD Buitenlandse Zaken in de loop van 2005 grondig doorgelicht. Het aantal niet behandelde dossiers wordt teruggedrongen en de achterstand zal in 2006 weggevoerd zijn. Voor de nieuwe dossiers wordt bijzondere aandacht geschonken aan de relaties met de bevoegde commissies, aangezien die mede het ritme van de goedkeuring kunnen bepalen.

Consulaire dienstverlening

Bij de organisatie van de consulaire dienstverlening staat de burger centraal. Daarom beschikt elke Belgische ambassade in het buitenland nu over een website en is zij bereikbaar via e-mail. Ook op de centrale website van het departement Buitenlandse Zaken kan de burger terecht voor praktische informatie. Heel wat documenten en deskundig advies inzake burgerlijke stand, bijstand aan landgenoten of notariaat zijn nu ook online beschikbaar. Maar ook de Belg in eigen land wordt niet vergeten. Een reispas aanvragen duurt nu nog slechts 5 werkdagen.

Ons land staat aan de wereldtop inzake de beveiliging van de paspoorten. We waren het eerste land om de afgifte van paspoorten met elektronische chip te veralgemenen. Eind 2005 zal ongeveer één derde van alle Belgische paspoorten met zo'n chip zijn uitgerust. Niet enkel de chip, maar ook de andere veiligheidskenmerken worden voortdurend afgestemd op de Europese regelgeving en de ICAO-normen. Dit heeft ons een duidelijk voordeel gegeven in de strijd tegen vervalsing en namaak.

Délivrance de visa comme conclusion de la politique de l'immigration

En ce qui concerne la délivrance de visa, les Affaires étrangères jouent un rôle déterminant. 70% des visas sont délivrés d'office par les ambassades et les consulats, plus que 30% des demandes sont transmises pour avis et décision à l'Office des étrangers.

La lutte contre la fraude de visa et l'immigration illégale occupent une place primordiale. À ce sujet, un dialogue continu et profond est en cours avec le Sénat. La rapidité avec laquelle sont traitées aujourd'hui les demandes de visa, nous permet de consacrer plus de temps et d'énergie aux dossiers qui constituent un risque réel. La technologie moderne belge appliquée dans le domaine des visas est parmi les plus efficaces. Ensemble avec la France, nous sommes pionniers dans l'enregistrement des empreintes digitales des demandeurs de visa. Cette technique nous permet de prévenir mieux la fraude.

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT

Visumafgifte als sluitstuk van het immigratiebeleid

Ook op het vlak van visumafgifte speelt Buitenlandse Zaken een bepalende rol. 70% van de visa worden ambtshalve afgegeven door de ambassades en consulaten, nog slechts 30% van de aanvragen worden voor advies en beslissing overgemaakt aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

De strijd tegen visumfraude en illegale immigratie staat hierbij centraal. Hierover onderhouden we een permanente en diepgaande dialoog met de Senaat. Doordat vandaag veel sneller beslist wordt over visumaanvragen is er meer tijd en energie voor onderzoek naar echte risicodossiers. België staat ook hier aan de top inzake toepassing van moderne technologie. Samen met Frankrijk zijn we de pioniers van de registratie van vingerafdrukken bij visumaanvragers. Deze techniek stelt ons in staat nog beter fraude te voorkomen.

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT